Le XX^e convoi : études biographiques (Première partie)

Insa Meinen et Ahlrich Meyer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/796>
DOI : 10.4000/cmc.796
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006
Pagination : 57-109
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Insa Meinen et Ahlrich Meyer, « Le XX^e convoi : études biographiques (Première partie) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 7 | 2006, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/796> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.796>

Le XXI^e convoi : études biographiques (Première partie)

Insa Meinen – Ahlrich Meyer

Pourquoi une étude sur un convoi de déportation vers Auschwitz ?*
À quoi bon une recherche portant sur l'un des 27 convois par lesquels les Allemands transférèrent les Juifs arrêtés en Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale sur les lieux où ils devaient mourir ? L'histoire du judéocide en Belgique est écrite depuis longtemps – surtout grâce aux efforts de Maxime Steinberg, dont personne ne pourra dépasser la recherche. Néanmoins, nous en savons toujours bien trop peu touchant les hommes, les femmes et les enfants de Belgique tués à Auschwitz et les circonstances de leur déportation. La constatation vaut aussi à propos de questions centrales. Comment les Juifs tombèrent-ils aux mains de la *Sicherheitspolizei* ? Comment avaient-ils

*Toutes les données statistiques et biographiques fournies dans cette étude s'appuient, en l'absence de références spécifiques, sur les sources suivantes : Registre des Juifs, Belgique ; fichier Beeckmans – AJB (Association des Juifs en Belgique) ; listes de déportation, Malines ; « reliques » ; instruction Auditorat militaire de Bruxelles / Frank (Musée Juif de la Déportation et de la Résistance, MJDR, Malines) – pour partie, copies intégrales en provenance d'autres archives ; fichier et dossiers *Devisenschutzkommando Belgien* (Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines, CEGES, Bruxelles, AA 585) ; fichier SD, dossiers SDR / Statut PP (Service public fédéral Sécurité sociale, Service des Victimes de la Guerre, SVG, Bruxelles) ; www.yadvashem.org ; www.joodsmonument.nl ; listes de déportation, Drancy (Centre de Documentation juive contemporaine, CDJC, Paris, www.memorialdelashoah.org ; S. Klarsfeld et M. Steinberg (Éds.), *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, 2^e éd., Bruxelles-New York, 1982 ; *Gedenkbuch. Opfer der Verfolgung der Juden unter der nationalsozialistischen Gewaltherrschaft in Deutschland 1933-1945*, 2^e éd., Coblenz, 2006. Nos remerciements vont aux directeurs et collaborateurs des archives belges précitées, et surtout à Laurence Schram (MJDR) et Sophie Vandepontseele (SVG), qui nous ont permis l'accès à fichiers, procès-verbaux et bases de données et qui ont soutenu notre projet en nous fournissant des indications et informations importantes. Sophie Vandepontseele nous a de plus assistés dans l'examen de près de 2.000 dossiers. La Fondation Auschwitz de Bruxelles nous a aimablement permis de consulter son fonds d'archives audiovisuelles de témoignages de rescapés des camps de concentration et d'extermination nazis. Enfin, nous remercions la direction des Archives générales du Royaume de nous avoir autorisés à consulter des documents réservés de la Police des Étrangers. – La présente étude s'inscrit dans le cadre de deux projets de recherche dirigé respectivement par Ahlrich Meyer (Oldenburg) et Wolfgang Seibel (Université de Constance) bénéficiant du soutien de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*.

Cet article a été traduit de l'allemand par Jacques Déom. Pour des raisons de lisibilité, les citations ont également fait l'objet d'une traduction.

tenté de se protéger de la déportation ? Quelle expérience de l'exil les déportés avaient-ils déjà derrière eux ? Quelle importance les stratégies de survie des victimes eurent-elles sur la technique et l'ampleur des arrestations ? C'est là que se situe le point de départ de notre enquête.

Commençons par la méthode employée par les Allemands. Les grandes opérations d'arrestation sont il est vrai bien étudiées. Mais la majeure partie des Juifs déportés de Belgique à Auschwitz entre 1942 et 1944 – contrairement à ce qui se passa en France ou aux Pays-Bas – fut arrêtée non lors de grandes rafles ou autres arrestations de masse, mais individuellement ou en petits groupes¹. Il reste donc nécessaire de tirer au clair qui a effectué ces arrestations, quels services allemands contribuèrent à la déportation des Juifs de Belgique, avec quelle ampleur les autorités d'occupation firent appel à des contributions informelles (collaborateurs, dénonciateurs, mouchards) et si le rôle des services de police belges reste vraiment, comme nos recherches préliminaires le donnent à penser, d'importance secondaire.

Ce n'est néanmoins pas un mince pari que de chercher à dégager ainsi des lignes de force, s'agissant de plusieurs milliers d'arrestations dont les victimes furent en majeure partie assassinées et n'ont jamais pu témoigner. La recherche internationale sur la Shoah n'offre pas d'exemples de pareille étude. À s'en tenir aux dossiers établis par les coupables, on peut trouver des sources extrêmement importantes sur l'arrestation d'isolés et de familles juives provenant de quelques services allemands. C'est par exemple le cas du *Devisenschutzkommando* (DSK) et des unités de gardes-frontière allemands en Belgique. Ces fonds d'archives sont néanmoins lacunaires et des dossiers de certains organes principaux de la répression ne subsistent que des débris épars, du fait que la *Sicherheitspolizei*, la *Feldgendarmarie* ou la justice militaire firent en grande partie disparaître leurs papiers dès avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des centaines de documents ponctuels issus d'autres fonds, telles les archives de l'Association des Juifs en Belgique (AJB), autorisent tout aussi peu à tirer des conclusions générales.

¹ Cfr. aussi pour ce qui suit : I. Meinen, « Face à la traque. Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 161-203.

Mais il existe un autre accès à l'étude de la technique de persécution. Nous nous appuyons en premier lieu dans ce travail sur une recherche prosopographique partant des Juifs déportés. Ce faisant, nous mettons à contribution les sources suivantes : les dossiers d'avant-guerre de la Police des Étrangers belge ; les fichiers, registres et listes de personnes établis par les autorités allemandes d'occupation ou à leur instigation aux fins de répression ; en outre, des dossiers personnels que les autorités belges chargées des dédommagements établirent après 1945 ; ou encore des témoignages et procès-verbaux d'interrogatoires, menés par la police, de survivants, de proches de Juifs assassinés à Auschwitz, de sauveurs et témoins belges. Si l'on rapproche toutes les informations que l'on peut obtenir, on arrive à mettre à jour un matériel étonnamment abondant à propos des victimes de la Shoah. C'est vrai au premier chef de leur destin de persécutés antérieurement à 1942 et des conditions de leur arrestation.

Les sources se complètent mutuellement lorsqu'elles se rapportent à des personnes ou à des familles qui ont été appréhendées endéans un court laps de temps et ont été déportées ensemble par le même convoi. Une comparaison systématique des données portant sur les arrestations et les adresses officielles des Juifs déportés permet d'aller plus loin. Les deux approches amènent à concentrer sur un seul convoi les recherches prosopographiques. La question décisive est de savoir comment les forces allemandes d'occupation sont parvenues en un laps de temps relativement court et avec un personnel relativement restreint à interner à Malines des milliers de gens sans procéder à des rafles de grande envergure. Plus de 14.000 hommes, femmes et enfants juifs ont été arrêtés en dehors des grandes rafles et ne sont pas tombées aux mains de la *Sicherheitspolizei* allemande en conséquence d'« ordres de mise au travail » ou en provenance des camps de travail forcé du Nord de la France. On a peine à imaginer que ces 14.000 Juifs furent tous arrêtés seuls ou avec leur famille. Il faut donc chercher à établir si et avec quelle ampleur on en est venu à arrêter des groupes d'individus plus ou moins larges. Est-il possible de faire la preuve d'opérations ciblées d'arrestations menées à plusieurs reprises dans certains quartiers ou certaines rues, qui indiqueraient l'arrestation de Juifs à leur domicile officiel ?

Mais en fin de compte ce n'est pas de la technique utilisée par les persécuteurs qu'il est question dans cette étude, mais de l'histoire des Juifs déportés. Nous ne connaissons la plupart du temps leurs réactions face à la persécution et leurs efforts pour échapper aux représentants du régime nazi et à ses acolytes que grâce à des journaux et chroniques contemporaines des faits ou aux témoignages des rares survivants. Des recherches approfondies touchant un convoi déterminé peuvent en revanche mettre à jour un abondant matériel à propos de ceux qui ne sont pas revenus d'Auschwitz et dont les Allemands ont voulu effacer toute trace.

À ce jour, nous ne savons même pas au juste d'où venaient les Juifs déportés de Belgique. Dans quelles villes belges furent-ils signalés en dernier lieu ?² Vivaient-ils déjà depuis pas mal de temps dans le pays ou ne s'y étaient-ils réfugiés que peu avant le début de la guerre ? En provenance d'où et dans quelles circonstances les immigrants et réfugiés juifs – moins de 5 % des victimes de la Shoah étaient citoyens belges – étaient-ils entrés en Belgique ? Ceux qui avaient fui Allemagne après 1938 ou les Pays-Bas après 1942 en particulier avaient tenté, en prenant les plus grands risques, de se mettre en sécurité avant d'être finalement arrêtés. Il vaut de plus la peine de rapprocher les stratégies individuelles de survie des futurs déportés en Belgique occupée – stratégies qu'on ne peut mettre au compte ni de la Résistance, ni d'une contre-action juive organisée³. Que peut-on découvrir touchant, par exemple, les formes de la clandestinité, les fausses identités ou les tentatives d'évasion vers la France ?

² Laurence Schram a mené une recherche individuelle sur les adresses officielles sur base du fichier SD des convois IV à XI, en vue de déterminer le nombre des victimes des grandes rafles de l'été 1942. Cfr. M. Steinberg, *La persécution des Juifs en Belgique (1940-1945)*, Bruxelles, 2004, *passim* ; L. Schram, « Les chiffres de la déportation de Malines à Auschwitz – perspectives et pistes », dans Musée juif de la Déportation et de la Résistance à Malines (éd.), *L'exposition belge à Auschwitz. Le livre*, Malines, 2006, pp. 27-29. Pour la plupart des convois, les adresses officielles des Juifs déportés n'ont pas été relevées à ce jour. Lieven Saerens s'appuie dans son estimation statistique de la proportion des Juifs déportés par rapport à la population juive totale d'Anvers, de Bruxelles, etc. sur le fichier Beeckmans – AJB, dans lequel les Juifs de Bruxelles sont néanmoins massivement sous-représentés. Les résultats obtenus par Saerens ne portent donc que sur 60 % à peine des Juifs déportés de Belgique. Cfr. L. Saerens, « *De Jodenvervolging in België in cijfers* », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 17, 2006, pp. 199-235.

³ Nous reprenons le concept de « stratégies individuelles de survie » à A. Kriegel, « De la Résistance juive », dans *Pardès*, n° 2, 1985, pp. 191-209, ici p. 202.

Entre les tentatives de la population juive en vue de se mettre à l'abri et les procédés utilisés par les Allemands, il existait un rapport de réciprocité que Maxime Steinberg a de bonne heure indiqué. En prenant l'exemple du *Devisenschutzkommando* et des unités de la police allemande des frontières, on a pu montrer depuis lors que les tactiques mises en œuvre par les Allemands répondaient directement à la manière de faire des Juifs qui cherchaient au dernier moment encore à se soustraire à la déportation. Reste néanmoins à examiner si le passage de Juifs dans la clandestinité à partir de la fin de l'été 1942 fut réellement si massif qu'il exclut les grandes rafles et obligea l'occupant à procéder à des arrestations individuelles.

Tandis qu'on a beaucoup écrit sur le XX^e convoi, dont plus de 230 Juifs s'échappèrent, nous ne savons que peu de choses du XXI^e convoi⁴. Deux raisons motivent essentiellement notre décision d'entamer notre recherche par ce convoi de l'année 1943. Il s'agissait de l'un des plus grands trains de la mort menant de Belgique à Auschwitz. Mais, dans les mois qui précédèrent son départ, on n'avait nullement assisté à une arrestation de masse. Le temps des grandes « *Judenaktionen* », lorsque les autorités d'occupation commencèrent par remettre des « ordres de mise au travail », puis avec l'appui de la police d'Anvers effectuèrent des rafles, pour enfin aller rechercher les hommes juifs dans les camps de travail forcé du Nord de la France, appartenaient déjà au passé à la fin 1942. Certes les Allemands avaient dès 1942 appréhendé individuellement ou en petits groupes près de 40 % des Juifs déportés, mais depuis le début 1943 presque tous les convois à destination d'Auschwitz furent mis en route sans que de grandes rafles aient eu lieu⁵. À quoi s'ajoute que, pour le XXI^e convoi, davantage de sources sont disponibles que pour la plupart des convois antérieurs. Ainsi, dans largement plus de 800 cas, des "reliques" nous

⁴ Cfr. M. Steinberg, « Historique des convois », dans *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, pp. 19-36, ici p. 31, ainsi que les statistiques qui y sont reproduites.

⁵ Pour les convois XII, XIII et XIV de 1942 déjà, on ne dispose d'aucune indication d'arrestation de masse antérieure. Dans une recherche comparative de plus grande ampleur à laquelle nous travaillons, ces convois, ainsi que le XXV^e, de l'année 1944, seront pris en compte. L'importance de la part prise par les arrestations individuelles dans la déportation des Juifs en 1942 a été pour la première fois révélée dans : I. Meinen, « Face à la traque... », *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, p. 162 *sqq.* Il faut par ailleurs prendre en compte les chiffres publiés entre-temps par Laurence Schram : cfr. Musée juif de la Déportation et de la Résistance à Malines (éd.), *L'exposition belge à Auschwitz...*, Malines, 2006, p. 28

ont été transmises, donc des documents personnels confisqués par la *Sicherheitspolizei*, que les Juifs portaient sur eux lorsqu'ils furent appréhendés, parmi lesquels de fausses cartes d'identité ou des documents d'émigration.

Le XXI^e convoi partit le 31 juillet 1943 de Malines avec à son bord 1.560 Juifs⁶. Dans le train se trouvaient 244 enfants et adolescents de moins de 18 ans ; dans ce nombre, 105 garçons et 69 filles âgés de moins de 15 ans, dont 62 n'avaient pas encore atteint leur sixième année. Parmi les tout-petits, 14 nourrissons qui furent presque tous placés sur les listes de déportation avec leur mère en cette année 1943 qui les avait vus naître. Une part prépondérante des déportés (75 %) était constituée d'hommes et femmes adultes, dont l'âge allait de 18 à 59 ans. L'âge de 151 Juifs oscillait entre 60 et 80 ans. Une femme avait 84 ans accomplis. 849 personnes possédaient la nationalité polonaise, 285 la nationalité allemande ou ex-autrichienne, 35 la nationalité ex-tchécoslovaque ; 97 des déportés étaient des Néerlandais, 23 des Belges ; 131 personnes étaient considérés comme apatrides ; 99 étaient de nationalité indéterminée. 57 Juifs s'étaient enfuis de convois précédents à destination d'Auschwitz, dont 41 du XX^e. 6 hommes et 2 femmes au moins prirent le risque de s'échapper du XXI^e convoi. 5 d'entre eux y réussirent et échappèrent à une nouvelle arrestation ; 3 tombèrent sous les balles des militaires de l'escorte. Un autre homme fut abattu dans des circonstances non expliquées ; peut-être s'agissait-il également d'une tentative d'évasion.

Pour surveiller les trains partant de Belgique jusqu'à la frontière allemande, l'Office central de sécurité du *Reich* (*Reichssicherheitshauptamt*, RSHA) désignait normalement des détachements de l'*Ordnungspolizei*, qui venaient à chaque fois d'Allemagne avant le départ du convoi. Après l'évasion massive de Juifs du XX^e convoi – en sus ou en remplacement –, un détachement de la *SS-Wachkompanie* de l'avenue Louise les accompagna⁷.

⁶ Les données de base que nous avons pu établir divergent légèrement des informations qu'on trouve dans le *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique...*, dans *L'exposition belge à Auschwitz...*, et chez D. Czech, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945*, Reinbek b. Hamburg, 1989, p. 562.

⁷ Les postes de commandement de la *Wachkompanie* étaient occupés par des SS allemands, tandis que les équipes se composaient de volontaires flamands, wallons, et sans doute aussi hongrois et roumains. Parmi les SS allemands, l'accompagnement des trains de la mort était

Le 2 août 1943, deux jours après son départ, le train parvint à Auschwitz. Nous ignorons combien de gens étaient morts en route. Compte non tenu de cette inconnue, nous devons supposer que 1.085 Juifs furent gazés dès leur arrivée. Parmi les victimes assassinées se trouvaient 565 femmes et 520 hommes, bébés et jeunes enfants compris. 466 Juifs, dont 211 femmes, furent sélectionnés pour le travail et reçurent un matricule de détenu. Une grande partie des hommes arriva au commando de Jaworzno, qui n'avait été créé que peu auparavant, où ils travaillèrent comme esclaves dans les mines de charbon. Sur les 1.560 Juifs qui partirent du camp de Malines par le XXI^e convoi, il ne restait plus en vie en 1945 – indépendamment des évadés – que 42 hommes et femmes. Parmi eux, Itta WIERNIK, qui dut jouer du violon dans le *Mädchenorchester* d'Auschwitz, et Sarah GOLDBERG, "pianiste" de l'"Orchestre rouge" et membre des Partisans armés de Bruxelles.

Le martyre des Juifs commença avec l'arrivée du train à Auschwitz. Et pourtant, notre étude doit se limiter à sa préhistoire. En son centre figurent des hommes, des femmes et des enfants juifs du XXI^e convoi dont les biographies ne peuvent évidemment être rendues que par extraits. L'histoire de leur vie donne à voir non seulement les étapes d'une persécution en voie de radicalisation permanente, mais aussi leurs efforts désespérés pour se protéger eux-mêmes ou les leurs contre l'emprise des Allemands et la déportation. La première partie de l'essai, organisé chronologiquement, qu'on lira ci-après se consacre aux multiples aspects de la fuite des Juifs au temps de la persécution et de la déportation entre 1938 et 1943. Il y est d'abord question de ces réfugiés qui parvinrent en Belgique après 1938 en provenance des territoires sous domination allemande et de leurs conditions de vie avant et après l'Occupation. Nous parlerons de surcroît d'hommes et de femmes qui, après l'invasion de la *Wehrmacht* et dans les années 1942-1943 encore, alors que les trains se rendaient déjà à Auschwitz, tentèrent de fuir vers la France, la Belgique et les Pays-Bas occupés. À la présentation biographique s'ajouteront dans la seconde partie des considérations statistiques et une synthèse historique générale. Pour

« particulièrement apprécié » en raison des avantages matériels qui y étaient liés ; interrogatoire Böhlich, 23.4.1968, Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen Ludwigsburg, AR-Z 18/61, Bd. 37, Bl. 308-313.

une meilleure compréhension, il faut néanmoins anticiper ici un résultat quantitatif des recherches prosopographiques. Si, dans ce qui suit, ce n'est dans la plupart des cas pas Anvers, mais Bruxelles qui est indiqué comme adresse officielle ou lieu d'arrestation, cela correspond au fait que ce sont majoritairement des Juifs de Bruxelles qui se trouvaient dans le XXI^e convoi. Plus de 1.200 des 1.560 hommes, femmes et enfants déportés au total étaient enregistrés dans l'agglomération bruxelloise, moins de 160 dans le Grand-Anvers.

Réfugiés d'Autriche, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne (1938-1939)

Fin mai 1938, Max Gottschalk, vice-président de la Communauté israélite de Bruxelles et président du Comité d'Aide et d'Assistance aux Victimes de l'Antisémitisme en Allemagne (CAAVAA) fondé en 1933⁸, transmet comme convenu à l'administrateur de la Sûreté publique, responsable de la Police des Étrangers belge, une liste nominative des réfugiés juifs confiés aux bons soins du Comité⁹. La liste comprenait approximativement 250 personnes, presque exclusivement des hommes jeunes ou d'âge moyen, surtout des réfugiés d'origine autrichienne, qui avaient fui leur pays au printemps 1938, immédiatement après l'annexion (*Anschluss*) de l'Autriche au *Reich* allemand et les pogroms anti-juifs. S'y ajoutaient des ressortissants polonais et des apatrides. Comme les Juifs qui parvenaient en Belgique, souvent par des voies illégales, ne se signalaient pas toujours auprès d'institutions officielles ou caritatives et s'efforçaient d'assurer leur existence de leurs propres deniers ou en acceptant des travaux d'occasion, le chiffre de ceux qui parvinrent dans le pays avec la première vague de réfugiés de l'année 1938 est à coup sûr considérablement plus élevé que cette liste ne le donne à entendre¹⁰. De plus, nombre d'entre eux ne gagnèrent pas Bruxelles, mais Anvers, pour s'y préparer à poursuivre leur voyage.

⁸ Cfr. aussi pour ce qui suit : J.-Ph. Schreiber, « L'accueil des réfugiés juifs du Reich en Belgique. Mars 1933 – septembre 1939 : le Comité d'Aide et d'Assistance aux Victimes de l'Antisémitisme en Allemagne », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 23-71.

⁹ Archives générales du Royaume (AGR), Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 818.

¹⁰ Le nombre de réfugiés juifs présents en Belgique en 1939-1940 est estimé par différentes sources à 25.000 ; voir la deuxième partie de cette étude.

Les autorités belges, tout comme les organisations caritatives juives et sans doute la plupart des réfugiés eux-mêmes, ne considéraient la Belgique que comme un pays de transit, étape préalable à une émigration vers l'outre-Atlantique ou la Palestine. Néanmoins, comme les pays d'accueil n'étaient pas légion ou que les visas ou documents de voyage nécessaires ne purent plus être délivrés dans les délais, bien des gens qui avaient encore espéré pouvoir prendre le bateau restèrent bloqués à Bruxelles ou dans les quartiers juifs d'Anvers jusqu'au moment où les Allemands attaquèrent le pays. Ainsi, la fuite d'Autriche représenta pour au moins 46 des personnes portées sur la liste du Comité de Bruxelles le début de l'histoire d'une persécution qui devait s'achever sous l'occupation allemande de la Belgique par la déportation à Auschwitz. 9 des hommes et femmes mentionnés se retrouvent sur les listes, établies au camp de transit de Malines, du convoi n° XXI du 31 juillet 1943. Parmi eux Israël Dienstag (né à Bursztyn en Pologne, venant de Vienne, 27 ans, vulcanisateur), Arthur HOLZER (né à Vienne, 33 ans, typographe, dont la famille se trouvait encore en Autriche) et Arthur Sonnenschein (né à Vienne en 1915, coiffeur).

Les parents d'Arthur Holzer, son père, sa mère et ses deux frères, s'exilèrent d'Autriche dès l'année 1938, et la femme de Holzer, Cécilie SCHUSTER, née à Vienne en 1905, couturière, réussit, en 1939 au plus tard, à gagner Bruxelles au départ de Vienne en compagnie de sa fille de 8 ans, Erika. La famille reçut un permis de séjour, qui devait être reconduit tous les six mois, et habita de 1941 au début 1943 à diverses adresses dans la commune d'Anderlecht, l'un des centres de l'immigration juive en provenance d'Europe centrale et orientale. Holzer, imprimeur de formation, travaillait maintenant aussi comme tailleur. Des autres conditions de vie personnelle de la famille en Belgique occupée par les Allemands, nous ne connaissons – indépendamment de la situation oppressante à laquelle tous les Juifs étaient exposés depuis la publication à partir de l'automne 1940 des ordonnances antijuives – pour ainsi dire rien. Sur les circonstances de leur arrestation, on ne dispose que de quelques indications. Le nom d'Arthur Holzer figure d'abord sur la liste de déportation du convoi n° XVIII du 15 janvier 1943. Ou bien il fut ajourné pour des raisons impossibles à préciser, ou bien, plus vraisemblablement, il s'échappa durant le transfert et fut

repris trois mois plus tard, peut-être avec sa femme et son enfant. Tous trois furent en tout cas assignés au convoi n° XX, en partance le 19 avril 1943, duquel, avec l'appui de résistants, une évasion massive réussit. Holzer put prendre la fuite, tandis que Cécilie Holzer-Schuster et sa fille étaient emmenées à Auschwitz. Mais Holzer lui-même ne devait pas échapper aux Allemands. Il fut réincarcéré à Malines fin avril, placé sur une "liste spéciale" des personnes échappées du XX^e convoi et finalement déporté avec le XXI^e, dans lequel se trouvaient aussi ses parents Sigmund et Kathy Holzer, née Singer, et son frère Maximilien, arrêtés fin juin 1943. On ne peut établir que les arrestations se soient déroulées conjointement, mais ce n'est pas invraisemblable. À l'exception du plus jeune frère, Wilhelm Holzer, aucun membre de cette famille n'a survécu.

L'aide-coiffeur Arthur SONNENSCHNEIN, qui avait quitté en 1938, à 23 ans, sa ville natale de Vienne et figurait lui également sur la liste des réfugiés d'Autriche commis aux bons soins du comité d'aide juif de Bruxelles, semble, dès l'offensive de l'armée allemande en mai 1940, avoir cherché à gagner au plus vite la France. Fin août, il rentra néanmoins de Lille dans la capitale belge, où il est mentionné sous son vrai nom au printemps 1942. Il se procura peu après un faux passeport au nom d'Henri Vandeperre, qui le donnait pour citoyen belge. À la mi-juin 1943, il fut pourtant arrêté et identifié comme juif. Comme presque toutes les victimes appréhendées à Bruxelles, il fut sans doute d'abord emmené à l'avenue Louise, siège du service des Affaires juives de la Gestapo en Belgique. Quelques jours plus tard, il fut transféré avec d'autres détenus au camp de Malines. On lui enleva ses papiers, dont son faux passeport, qui a été conservé. Il porte en allemand la surcharge « Juif, faux », de la main d'un des sbires de la SS. Arthur Sonnenschein ne parvint pas à Auschwitz. Selon une information due à un homme également déporté par le XXI^e convoi, mais qui survécut aux camps de la mort, il fut abattu au cours du voyage vers l'Est. Nous ne pouvons savoir s'il paya de sa vie une tentative d'évasion ou fut autrement la victime de l'arbitraire meurtrier de ses gardiens.

La "crise des Sudètes" et l'annexion subséquente de parties de la Tchécoslovaquie par le *Reich* allemand amena dans la seconde moitié de l'année 1938 une nouvelle vague de réfugiés en Belgique. Dix au moins de ces réfugiés de Tchécoslovaquie se retrouvent sur les listes de

déportation du 31 juillet 1943. Parmi eux, Hers GROSS, un enseignant né en 1899, originaire de Vulchovce (localité située dans une région frontalière de Transcarpatie autrefois austro-hongroise). Il avait cherché refuge à Anvers mais, après l'occupation de la Belgique par la *Wehrmacht*, il fut expulsé, début 1941, vers la province du Limbourg. Cette mesure de contrainte, sur laquelle on reviendra, eut lieu sur ordre de l'administration militaire allemande et affecta un large groupe de Juifs étrangers. À la fin de l'été, Gross put se rendre à Bruxelles, où il travailla à partir de 1942 au plus tard comme bedeau de la synagogue et professeur de yiddish à la Communauté israélite qui, en mars 1943 encore, attestait que son travail était indispensable. Il vira pour la dernière fois en avril 1943 une part de son modeste salaire à sa femme, qui était restée dans cette partie de la Slovaquie entretemps réannexée par la Hongrie. Lorsqu'un mois plus tard il fut arrêté, les Allemands eurent des difficultés à déterminer la nationalité de Gross, parce que lui aussi possédait un permis de séjour pour la Hongrie. La nationalité hongroise l'aurait peut-être à cette époque préservé de la déportation, mais Hers Gross était citoyen tchécoslovaque et, comme tous les Juifs déportés de Belgique, il fut sans autre forme de procès déclaré apatride, avant de partir avec le XXI^e convoi.

Nathan SILBERMANN, de Košice, né en 1892, son épouse du même âge, Helene née POSTRONG, originaire de Dukla, et leurs cinq enfants détenaient également la nationalité tchécoslovaque. Mais la famille s'était installée dès le lendemain de la Première Guerre mondiale à Cologne, où les enfants étaient nés entre 1922 et 1930. Silbermann travaillait comme marchand et représentant. Helene Postrong resta femme au foyer. Les deux filles aînées, Johanna et Gerda, entrèrent en apprentissage respectivement comme couturière et gérante. Fin 1938 ou début 1939, peu après le pogrom de novembre, qui déclencha la troisième grande vague de réfugiés en quelques mois, les parents s'exilèrent de Cologne en franchissant manifestement de manière légale la frontière belge, à la différence de la majorité des réfugiés juifs à cette époque. Les enfants arrivèrent en Belgique séparément et avec l'appui d'œuvres d'entraide juives. Comme des milliers d'autres Juifs sans moyens, la famille s'établit près de la gare du Midi dans la commune bruxelloise de Saint-Gilles. Début 1942, Nathan Silbermann se retrouva aux prises avec le *Devisenschutzkommando* de Bruxelles, l'une

des antennes du ministère des Finances du *Reich* spécialisé dans la recherche de devises, mais aussi, de plus en plus, dans la persécution des Juifs. On peut relever dans une note du secrétaire aux douanes B., responsable de ce type d'enquêtes, que le bureau du DSK à Bruxelles avait appris « confidentiellement » – c'est-à-dire par un informateur travaillant pour les Allemands – « que le Juif Silbermann, domicilié à Bruxelles, rue Van Helmont 6, serait en possession de sommes considérables en dollars et en livres britanniques. De plus, Silbermann se livrerait au trafic de devises. » Il était en outre spécifié que Silbermann, arrivé trois ans plus tôt en Belgique « comme un mendiant », serait à présent « un homme aisé ». Après une perquisition par des membres du DSK, Silbermann se vit ordonner de se présenter pour « traitement » de son cas au bureau de la rue de la Loi. Il tenta alors de rendre compte de la provenance de l'argent étranger qui avait été trouvé sur lui et confisqué. Il explicita sa propre situation matérielle, qui jette une lumière sur celle de beaucoup d'autres réfugiés juifs en Belgique, mais aussi sur l'hospitalité du pays, qui se perpétuait en dépit des dures conditions de l'occupation allemande : « Pour ma part, j'ai fui il y a trois ans l'Allemagne (Cologne) [...] pour Bruxelles. Mon épouse et moi avons un visa pour entrer en Belgique, tandis que mes cinq enfants sont arrivés en Belgique par l'intermédiaire du Comité des Enfants. En Allemagne, j'étais représentant en produits textiles. Je les achetais de mes propres deniers à des grossistes, pour les vendre aux consommateurs. Je n'avais pas de fortune. À mon entrée en Belgique je n'ai emporté de somme d'argent d'aucune sorte. Mon mobilier, ma garde-robe et mon linge ont été emmenés régulièrement en Belgique. Depuis trois ans que je réside en Belgique, je n'ai eu aucune occupation professionnelle. Je touche depuis ce temps le secours aux nécessiteux de la Ville de Bruxelles. Cette aide se monte actuellement à 270 francs belges par semaine. De plus, je reçois des dons ponctuels, comme du charbon, du pain et d'autres denrées alimentaires. »¹¹

Qu'en dépit de sa détresse matérielle, il ait pu effectuer quelques modestes versements pour aider des parents en Europe orientale s'expliquait, dit-il, par la vente d'effets personnels. Le DSK y vit « une

¹¹ DSK, dossier Nathan Silbermann, 7.1.1942, CEGES, AA 585/53/8.

excuse typiquement juive » et veilla à ce que Nathan Silbermann soit condamné à une amende et ne récupère pas une caution qu'il avait déposée. Le destin ultérieur de la famille n'est plus que maigrement documenté dans les archives. Les filles, Johanna et Gerda, furent déportées par l'un des premiers convois en partance de Malines, le 15 août 1942. Helene Silbermann-Postrong et sa fille Margot, née à Cologne en 1929, vivaient sans doute cachées lorsque, fin juin 1943, elles furent appréhendées dans la commune d'Etterbeek – donc pas à leur adresse officielle. Elles se trouvaient dans le convoi de déportation n° XXI et furent assassinées à Auschwitz. Nathan Silbermann survécut à l'occupation en Belgique.

L'échange d'enfants entre les Pays-Bas et la Belgique

Les pogroms des 9 et 10 novembre 1938 et l'exode massif de Juifs d'Allemagne réduisirent définitivement à l'absurde la politique d'accueil des réfugiés de la Belgique et des autres États voisins occidentaux, qui restait déterminée par le concept traditionnel de réfugié politique et n'intégrait pas le fait d'un groupe de population menacé dans son existence physique. L'indice sans doute le plus marquant en fut l'arrivée en Belgique d'enfants juifs non accompagnés, qui avaient été placés par leurs parents ou connaissances dans l'express Cologne-Aix-la-Chapelle-Bruxelles dans l'espoir qu'ils seraient accueillis et aidés. Ils ne portaient quelquefois sur eux ni papiers ni argent, mais seulement l'adresse d'un point de chute à Bruxelles ou à Anvers. La police allemande des frontières laissa passer les enfants, intéressée qu'elle était de toute façon à voir sortir du pays autant de Juifs que possible, au mépris des accords conclus et en éludant les contrôles frontaliers belges. À Herbesthal, alors gare frontalière belge, la Croix-Rouge recueillit ces réfugiés mineurs mais, dans plusieurs cas documentés, la Police des Étrangers de Bruxelles les traita comme les adultes parvenus illégalement dans la zone frontière et les expulsa vers l'Allemagne. Pareil événement – le refoulement d'un convoi de 35 enfants – causa au début janvier 1939 un scandale politique en Belgique, souleva une vague de solidarité spontanée dans tout le pays et entraîna un assouplissement momentané de la politique belge d'asile, au demeurant peu cohérente, et dès lors plutôt à l'avantage des

réfugiés d'Allemagne nazie¹². Le gouvernement belge se déclara notamment prêt à accueillir des contingents d'enfants juifs et plusieurs institutions caritatives s'employèrent à héberger ces enfants dans des familles ou des homes¹³.

L'une de ces organisations privées, le Comité d'Assistance aux Enfants juifs réfugiés (CAEJR), fondé à Bruxelles en novembre 1938, intervint également par la suite dans la mise sur pied d'un échange d'enfants entre les Pays-Bas et la Belgique visant à réunir à leurs parents réfugiés en Belgique des enfants juifs d'Allemagne et d'Autriche qui, arrivés seuls en Hollande, y avaient été hébergés dans des homes. Des cas de même nature dans le pays voisin trouvaient une solution parallèle. C'est ainsi que Hermann Gold, 6 ans à l'époque, put quitter Amsterdam et, en avril 1940, trois semaines avant que l'armée allemande ne fasse mouvement vers la Hollande et la Belgique, retrouver ses parents, qui avaient réussi en janvier 1939 à fuir Duisburg pour gagner Anvers¹⁴. Leibus GOLD et Bajla BIRMAN étaient tous deux nés en Pologne en 1897, s'étaient établis en Allemagne après la Première Guerre mondiale et étaient tenus dès 1935 pour apatrides. Gold était de formation peintre en bâtiment, mais il gagnait manifestement de quoi faire vivre les cinq personnes de sa famille comme marchand de fruits dans la ville industrielle rhénane de Duisburg. C'est tout de suite après le pogrom de novembre que la famille doit avoir décidé d'émigrer car, début décembre 1938, le bureau des Devises de l'*Oberfinanzpräsident* de Düsseldorf l'autorisa à exporter son mobilier. Nous ignorons le destin des deux plus âgés des enfants.

¹² Voir les documents et la collection de coupures de presse de cette période dans AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 793 (« Exode vers la Belgique d'enfants juifs provenant d'Allemagne »).

¹³ En 1940, sous l'occupation allemande, des groupes entiers de ces enfants furent renvoyés en territoire du *Reich* ; voir p. ex. rapport Gendarmerie nationale, « Entrée des enfants israélites en Belgique », 24.6.1939 ; note Sûreté publique et « Liste nominative des enfants venant de Vienne par les soins du Comité des Avocats de Belgique », 7.9.1940, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 793. *Cfr.* M. Ansbacher, « Rescue and Return : Post-Kristallnacht German-Jewish Refugee Children in Belgium and their Return to Germany in 1941 », dans D. Michman (Éd.), *Belgium and the Holocaust. Jews, Belgians, Germans*, Jérusalem, 1998, pp. 433-443, ainsi que S. Collignon, « Les homes Bernheim et Speyer (1938-1940). Témoignages d'enfants réfugiés d'Allemagne et d'Autriche », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 21-67.

¹⁴ Lettre CAEJR des 16.2.1940 et 19.4.1940 ; note Sûreté publique, 21.2.1940, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 793.

Hermann Gold fut expédié aux Pays-Bas. Les parents franchirent la frontière belge. Le 20 janvier 1939, ils se firent enregistrer à Anvers, vraisemblablement pour régler la suite de leur voyage. Commença alors une période de perpétuels changements d'adresse, d'abord à Anvers même. C'est là qu'en décembre 1940 la famille – Hermann Gold était entretemps arrivé en Belgique – fut inscrite au Registre des Juifs, dont la tenue avait été imposée par l'occupant. Temporairement déportés, comme beaucoup de Juifs, dans la province du Limbourg, Bajla Gold-Birmann et son fils purent quitter dans la seconde moitié de 1941 leur résidence forcée de Zutendaal au Limbourg pour regagner Anvers, tandis que Leibus Gold était envoyé dans la capitale, où il se chercha d'abord des logements successifs à Schaerbeek, troisième commune bruxelloise en importance par sa population juive. Apparemment, la famille ne parvint pas à se réunir pendant tout un temps. Le 5 juin 1943 encore, Gold fit prolonger de six mois auprès des autorités bruxelloises compétentes sa carte d'identité pour étranger, muni de la surcharge tamponnée en rouge « Juif – Jood » ; sa femme resta inscrite officiellement à Anvers. À cette date au plus tard, tous deux plongèrent avec leur jeune fils dans la clandestinité. Comme tant d'autres Juifs persécutés, ils trouvèrent refuge dans une famille belge qu'ils connaissaient à Bruxelles. Début juillet 1943, tous trois y furent arrêtés et emmenés à la caserne Dossin à Malines. Le nouveau commandant du camp, Frank, avait permis, pour que l'entretien des internés dépende d'envois privés, de recevoir des colis de vêtements et de vivres. C'est ainsi que ses logeurs de Bruxelles s'occupèrent jusqu'au 27 juillet d'approvisionner la famille Gold. Quatre jours plus tard, Hermann Gold, à présent âgé de 9 ans, partait pour la mort avec ses parents.

Ce garçon n'était pas le seul dans le XXI^e convoi à être venu en Belgique via l'échange d'enfants avec les Pays-Bas. Josef SILBERBERG aussi, avec sa sœur cadette Cilli, fut proposé en octobre 1939 pour un échange similaire par le Comité d'Assistance aux Enfants juifs réfugiés¹⁵. Il avait alors 16 ans et était hébergé au *Kindercomité*, Heerengracht à Amsterdam. Ses parents, des apatrides originaires de Pologne, avaient fui en décembre 1938 la région d'Aix-la-Chapelle et

¹⁵ Lettre CAEJR des 9.10. et 26.10.1939, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 793.

habitaient Anvers-Berchem. En 1942, Josef résida un moment chez son frère aîné de quatre ans, Herman, à Bruxelles. Celui-ci fut déporté de Belgique dès août 1942 par le convoi III. Le cadet survécut une petite année, sans doute illégalement, avant d'être arrêté et, fin juillet 1943, incarcéré à Malines.

Passagers du St-Louis

L'errance, en mai 1939, du *St-Louis*, un paquebot de la ligne Hambourg-Amérique, et la tragédie de ses passagers juifs, qui quittèrent légalement l'Allemagne, mais à qui on refusa le débarquement à Cuba au prétexte que leurs visas n'étaient pas valables car achetés au prix fort à un fonctionnaire cubain, a été souvent décrite. On sait moins que la Belgique – après que les États-Unis eussent également refusé l'entrée sur leur territoire – fut le premier État européen à se déclarer prêt à accueillir une partie des réfugiés, et ce à l'intervention de l'influent président du Comité d'aide de Bruxelles, Max Gottschalk déjà cité¹⁶. Le bateau remit le cap sur l'Europe et, le 17 juin, entra dans le port d'Anvers. La Belgique accueillit plus de 200 passagers. Le couple Ludwig BENDHEIM – Berta SCHLESSINGER, qui était du nombre, conserva son billet de première classe Hambourg-La Havane, qui avait coûté près de 2.000 *Reichsmark*, et le permis d'embarquer établi par le Comité d'Assistance aux Réfugiés juifs (l'organisation qui succéda au CAAVAA) et portant le tampon des autorités du port d'Anvers, jusqu'à ce qu'ils leur soient retirés au camp de Malines en 1943.

Berta Schlessinger et Ludwig Bendheim étaient nés tous deux à Frankfort-sur-le-Main. Lorsqu'ils avaient décidé d'émigrer à Cuba et de là sans doute aux États-Unis, Bendheim, un ancien commerçant, avait déjà 65 ans. Durant la Première Guerre mondiale, il avait exercé au tribunal cantonal allemand (*Kaiserliches Deutsches Bezirksgericht*) de Charleroi les fonctions d'interprète et d'auxiliaire administratif. En 1935 encore, il s'était vu décorer de la « Croix d'honneur des anciens combattants » (*Ehrenkreuz für Frontkämpfer*) créée par le président du

¹⁶ Cfr. B. Garfinkels, *Belgique, terre d'accueil*, Bruxelles 1974, pp. 149 *sqq.* ; F. Caestecker, *Ongewenste gasten. Joodse vluchtelingen en migranten in de dertiger jaren*, Bruxelles, 1993, pp. 245 *sqq.*

Reich Hindenburg. Il se retrouvait à présent avec sa femme, sa cadette de plus de dix ans, couturière de formation, comme réfugié dans le pays, qui devait être peu après une nouvelle fois occupé par les Allemands. Tous deux cherchèrent à échapper à l'offensive de la *Wehrmacht* en mai 1940 en prenant la direction de la France, au beau milieu de la cohue d'innombrables fugitifs. Peu avant Dunkerque, dans la ville balnéaire de La Panne en Flandre occidentale, ils se retrouvèrent pris entre les deux fronts, furent momentanément incarcérés, puis – rattrapés par les chars allemands – renvoyés à Bruxelles. Fin 1940, ils s'y firent inscrire au Registre des Juifs. Après avoir à plusieurs reprises changé de domicile, ils habitèrent finalement le quartier résidentiel de Watermael-Boitsfort, avant de trouver une cachette. Le 29 avril 1943, des gestapistes effectuèrent une perquisition chez une Belge membre de la Résistance. À cette occasion, ils découvrirent le couple Bendheim et une autre femme juive, qui s'était également cachée. Après avoir été détenus plusieurs semaines à la prison militaire de Saint-Gilles, réquisitionnée par les forces d'occupation, Ludwig Bendheim et Berta Schlessinger furent placés le 5 juin sur les listes du XXI^e convoi en partance de Malines et envoyés à la mort le 31 juillet 1943.

C'est par le même train de déportés que Gerda HERMANN et sa mère Sofie KLEIN-HERMANN allèrent à Auschwitz. Natives de Berlin, elles avaient résidé jusqu'en 1939 à Munich. Avec le mari, Julius Hermann, décédé en 1941, elles aussi étaient rentrées en Europe avec le *St-Louis*¹⁷. Nous ne pouvons dire au milieu de quels espoirs et de quelles angoisses le couple Bendheim et la famille Hermann avaient passé les années 1940 à 1943 dans la Belgique sous occupation allemande. En tout cas, beaucoup de réfugiés étaient conscients d'un danger imminent. Quant, à l'été 1942, les premiers « ordres de mise au travail » furent envoyés, qui faisaient obligation aux Juifs de se présenter pour le transfert vers l'Est, Gerda Hermann, retraitée depuis les années 30, se fit préventivement établir par le bureau de l'emploi à Bruxelles un certificat attestant sa totale incapacité à travailler. Il ressort cependant aussi des papiers personnels qui lui furent confisqués lors de sa déportation qu'elle conserva son abonnement hebdomadaire

¹⁷ Voir DSK, dossier Julius Hermann, 19.11.1940, CEGES, AA 585/52/4.

aux tramways municipaux de Munich, comme si elle avait encore pu avoir à l'utiliser, tandis qu'elle et sa mère, fin septembre 1942, devaient remettre, sur ordre de l'*Oberfeldkommandantur* de Bruxelles, les passeports dont elles excipaient en tant que citoyennes allemandes.

Faux visas et fuite organisée en 1939-1940

Les archives de la Sûreté publique de Bruxelles des années 1939-1940 sont pleines de notes touchant l'actif commerce de visas de transit ou d'entrée falsifiés ou établis par complaisance par des représentants diplomatiques belges ou d'outre-Atlantique – des pratiques dont bon nombre de Juifs d'Autriche et d'Allemagne furent les victimes, mais auxquelles au moins autant durent la vie¹⁸. La même considération vaut pour ce qui est de l'aide rémunérée à la fuite.

En avril 1940, un réfugié allemand de 30 ans du nom d'Erich BIER attira l'attention de la police de Bruxelles. Bier, qui aurait exercé le métier de professeur de langues, mais aussi d'imprimeur, était arrivé de Cologne en Belgique avec sa famille l'année précédente. Manifestement, quelqu'un l'avait donné, car on peut lire dans le rapport du commissariat de police qu'un quidam avait estimé « que le Dr. R. Bier [sic], domicilié à Saint-Gilles, 35 avenue du Roi, et un certain S. [...], que l'on peut atteindre tous les jours vers 13 heures par téléphone, promettent, moyennant un montant minimum de 3.500 francs belges, d'aider des Juifs allemands à émigrer d'Allemagne dans notre pays »¹⁹. Si la dénonciation reposait sur des faits reste incertain. On ne peut non plus dire si Bier, qui dispensait à d'autres Juifs des cours d'anglais, s'était réellement prévalu d'un titre de docteur falsifié. Toujours est-il que le prix indiqué, qui devait payer l'entrée illégale sur le territoire et rémunérer divers complices, n'était pas inhabituellement élevé. En mai 1940, Bier fut temporairement expulsé vers la France, avec des milliers d'« étrangers indésirables », et interné, mais il put bientôt regagner Bruxelles. À partir de fin 1941, il obtient un emploi comme garçon ou aide-cuisinier dans un hôtel de la gare du Nord réquisitionné par les

¹⁸ Voir Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 35 (« Faux visas ou visas délivrés abusivement par les postes consulaires de Belgique à l'étranger »).

¹⁹ Rapport du 11.4.1940, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 35.

Allemands pour servir de « foyer des artistes ». Ce qui conduisit après la guerre, longtemps après qu'il eut été assassiné par les Allemands, à le soupçonner d'avoir collaboré avec l'occupant. On nous apprend il est vrai que Bier donna à son second fils, né en août 1941, le prénom patriotique de Leopold. En outre, dans des circonstances peu claires, peut-être sur base d'une dénonciation ou suite à une empoignade avec un soldat de la *Wehrmacht*, il fut arrêté en avril 1942 sur son lieu de travail et placé en détention. Tandis que le reproche d'avoir dérobé des timbres de ravitaillement était abandonné, le tribunal de la *Feldkommandantur* de Bruxelles le condamna en juin 1942 pour infraction aux dispositions antijuives à une année de prison, parce qu'il ne s'était pas fait inscrire, comme il le fallait, au Registre des Juifs, qu'il avait utilisé un faux nom et n'avait pas observé le couvre-feu en vigueur pour les Juifs. Cette sentence émanant d'un juge militaire allemand équivalait à une condamnation à mort. De 1942 au début de l'été 1943, Erich Bier purgea sa peine à la prison de Saint-Gilles et au camp de réfugiés de Merksplas, utilisé par l'occupant. En juin 1943, on l'amena à Malines, d'où il fut déporté par le XXI^e convoi. Sa femme et ses deux fils ont survécu à la persécution.

En ce qui concerne l'aide organisée, rémunérée, à la fuite des Juifs d'Allemagne vers la Belgique, quelques cas spectaculaires sont bien documentés, parce qu'ils débouchèrent en Allemagne sur des procès criminels²⁰. Les autorités belges enquêtèrent à partir de mai 1939 sur une entreprise de ce genre, à laquelle on reprochait son « trafic de réfugiés juifs » et dont on soupçonna un tailleur juif d'origine polonaise et habitant à Anvers du nom de Sch. d'être le « chef ». La « centrale » de ce groupe de près de vingt personnes, qui se composait prétendument de recruteurs professionnels de Juifs en Allemagne, d'un chauffeur stationné à Eupen-Malmedy, de « passeurs », de faussaires et d'un « banquier », était censée se trouver dans un café d'Anvers et une seconde base dans une pension de Cologne. Pour prix du passage illégal de ville à ville, les procès-verbaux mentionnaient des montants qui allaient de 2.000 à 10.000 francs belges ou de 650 à 2.500 Reichsmark, selon les moyens financiers des personnes à faire transiter. Le nombre

²⁰ Cfr. H. D. Arntz, *Judenverfolgung und Fluchthilfe im deutsch-belgischen Grenzgebiet*, Euskirchen 1990 ; St. Kirschgens, *Wege durch das Niemandsland. Dokumentation und Analyse der Hilfe für Flüchtlinge im deutsch-belgisch-niederländischen Grenzland in den Jahren 1933-1945*, Bonn 1998.

des Juifs amenés en Belgique de cette façon, indiquait-on, était de 30 à 40 par semaine. Cependant, les fonctionnaires de la Sûreté publique de Bruxelles ne cachaient pas qu'à leur avis « la bande Sch. [était] soutenue par la police à Anvers ou que tout au moins celle-ci, tout en étant au courant, ferm[ait] les yeux ». Pour leur part, les victimes – peut-on lire – « manifest[ai]ent une répugnance visible à porter ces faits à la connaissance des autorités, ne voulant pas "livrer des Juifs aux mains des non-Juifs" ». À la fin d'un copieux dossier figure, datée d'octobre 1939, la note pour nous intéressante selon laquelle « la femme Hausner, belle-mère de Sch. » – mise en relation avec l'entreprise d'aide à l'expatriation –, « dont l'identité est la suivante : Wolf, Lina [sic], née à Wisnitz [Wisznice], âgée de 61 ans, [...] est à Anvers et réside vraisemblablement chez Sch. »²¹.

La veuve Lea HAUSNER, née Wolf, n'était arrivée de Cologne à Anvers que depuis peu – à l'été 1939 – en compagnie de ses filles majeures et peut-être avec l'aide de son futur gendre. En fait, elle avait alors déjà passé l'âge de 65 ans. Toutes détenaient la nationalité polonaise, bien que Lea Wolf eût immigré en Allemagne longtemps avant la Première Guerre mondiale et que les enfants fussent nées à Cologne entre 1903 et 1920. Le fils unique, Lasar Hausner, se trouvait manifestement en Belgique dès 1938 ; il fut déporté en 1942. L'une des filles se maria à Anvers avec le Sch. précité ; tous deux échappèrent à la déportation. Sara Hausner-Neiss, la fille aînée, qui était également mariée et fut également envoyée à Auschwitz avec sa famille en 1942, ainsi que les cadettes Berta et Johanna Hausner, avaient, fin août 1939, profité d'un geste exceptionnel de l'administration communale d'Anvers. Peut-être impressionnée par la guerre qui menaçait d'éclater, en tout cas à la demande du Comité juif anversoï pour les réfugiés (*Antwerpsch Komiteit voor Joodsche Vluchtelingen*²²), la police locale remit à un assez grand nombre de Juifs immigrés illégalement – qui auraient dû s'inscrire pour la mi-juillet au registre communal des étrangers pour échapper à leur refoulement vers l'Allemagne et obtenir un statut de résident légal, encore que temporaire – une attestation

²¹ Rapports et correspondance de la Sûreté publique des 16.5.-20.10.1939, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 35.

²² Ce comité est l'organisation qui succéda au *Komiteit tot Verdegiging der Rechten der Joden* créé en 1933.

stipulant qu'ils n'avaient pu respecter ce délai à cause de la grosse affluence à l'Hôtel de Ville et avaient été régularisés entretemps²³. Les trois sœurs Hausner obtinrent un certificat de ce type, qui pouvait à ce moment leur sauver la vie et les préservait d'une incarcération immédiate dans un camp de concentration en Allemagne. Si leur mère fut importunée par les autorités belges du fait qu'on la soupçonnait d'appartenir au groupe qui entourait le passeur Sch. ne ressort pas des archives. Comme ses enfants, elle se fit inscrire au Registre des Juifs après l'offensive allemande. Jusqu'à fin 1942, elle est officiellement signalée à Anvers avec ses deux filles Berta et Johanna, qui gagnaient leur vie comme employées de bureau. Le 18 juin 1943, Lea Wolf-Hausner, à présent âgée de 70 ans, fut arrêtée avec sa fille de 26 ans Johanna Hausner dans une cache à Anvers, assignée au camp de Malines au convoi XXI et déportée six semaines plus tard. Berta Hausner vécut la fin de la guerre en Belgique.

Internements à Merksplas et à Marneffe

Le gouvernement belge se décida en octobre 1938, dès avant le pogrom de novembre et l'arrivée récente d'un grand nombre de Juifs d'Allemagne, à mettre en place plusieurs camps pour réfugiés juifs. Cela se produisit à la suggestion du Comité d'Aide et d'Assistance aux Victimes de l'Antisémitisme en Allemagne de Bruxelles, qui voulait prévenir des refoulements imminents et fit valoir toute une série d'arguments en faveur de cette solution : des raisons de coût, au vu de moyens financiers de plus en plus réduits ; une préparation à l'émigration vers l'outre-Atlantique intégrant la formation professionnelle ; la possibilité d'éviter ainsi des réactions antisémites de la population belge ; l'enrayement de l'immigration illégale et enfin l'exemple d'autres pays²⁴. En réalité, dans la ligne de sa politique antérieure, le gouvernement pouvait de cette manière déléguer une grande part de sa responsabilité en matière de réfugiés aux comités

²³ Correspondance Stad Antwerpen, Vreemdelingenbureel, avec annexes, 30.8.1939, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 756 ; y voir également la correspondance précédente entre le Comité des réfugiés d'Anvers, la Sûreté publique et le ministère de la Justice.

²⁴ Voir la correspondance du CAAVAA avec le ministre de la Justice, 30.9.1938, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 728.

d'aide privés²⁵. Avec le début de la guerre en 1939, les assignations se firent sous contrainte de l'État. Les camps de réfugiés de Merksplas (Merxplas), Marneffe et quelques autres centres mineurs ne ressemblaient en rien aux camps de concentration allemands ; la presse nazie s'empressa, elle, d'établir la comparaison²⁶. Le haut-commissaire aux réfugiés de la Ligue des Nations, Sir Herbert Emerson, visita les camps belges à plusieurs reprises et attesta de leur caractère exemplaire²⁷. On ne pourra non plus reprocher *a posteriori* à aucune des instances belges concernées de ne pas avoir prévu les suites fatales de semblable hébergement en camp. Nombre de réfugiés juifs parvinrent pourtant à se soustraire à l'internement, dont on fit dépendre le maintien du soutien financier. Pour d'autres commença à Merksplas et à Marneffe une odyssee des camps qui ne devait plus finir et qui mena à la déportation à Auschwitz.

Lorsque Walter ROSEBOOM, la bonne trentaine, célibataire, marchand de bétail de son état et agriculteur à Leer en Allemagne du Nord, parvint en Belgique, probablement en avril 1939, des centaines d'hommes juifs entrés illégalement dans le pays se trouvaient déjà au camp de réfugiés de Merksplas près d'Anvers. Roseboom demeura pourtant un an à Bruxelles avant d'être prié par le comité d'assistance local, début mai 1940, de se présenter, car il devait être transféré à Merksplas. Comme quarante autres Juifs autrichiens, tchécoslovaques et allemands, il refusa de se plier à cette mise en demeure²⁸. La Police des Étrangers, renseignée par le Comité d'Aide, leur concéda un délai de trois jours, autrement l'arrestation menaçait. Les événements qui

²⁵ C'est l'historien belge Frank Caestecker qui a le premier attiré l'attention sur le fait important que la politique des réfugiés en Belgique « was to a large extent subcontracted to private actors i.e. the Jewish refugee aid committees » : *New insights in Belgian asylum policy, 1933-1939. Work document for workshop on refugee policy*, CEGES-SOMA, 21.1.2005. (Nous remercions Frank Caestecker de nous avoir transmis ce document de travail.) Cfr. aussi F. Caestecker, *Ongewenste Gasten*, pp. 190 sqq., 237 sqq.

²⁶ Cfr. Arntz, *Judenverfolgung und Fluchthilfe*, pp. 535 sqq.

²⁷ Voir articles de presse des 10.2.1939 et 29.4.1940, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 728 ; interview Emerson, *Le Soir*, 1.5.1940, reproduit dans B. Garfinkels, *Belgique, terre d'accueil*, pp. 145 sqq. ; et encore la lettre de Robert Pell, 8.3.1939, reproduite dans *Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik*, n° 15, 1999, pp. 139-142 ; Pell était collaborateur du Comité d'Évian pour les réfugiés politiques de Londres (IGC).

²⁸ « Liste des Réfugiés qui ne sont pas venus au transport pour le centre de Merxplas », s. d. [9.5.1940], AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 728 ; voir aussi, *ibid.*, la note manuscrite de la Sûreté publique, 29.4.1940.

suivirent – l’invasion de la Belgique par la *Wehrmacht* – rendirent il est vrai caduque cette injonction. Durant les années de l’occupation, Walter Roseboom habita la commune de Schaerbeek. Il se fit inscrire au « registre des Juifs » et au fichier de la communauté obligatoire (AJB), et fit prolonger pour la dernière fois en mars 1943 sa carte d’identité d’étranger, qui le désignait comme juif. Il se peut qu’il ait jusque là poursuivi une existence légale. Son chemin croisa alors celui de son frère cadet Iwan Ludwig ROSEBOOM²⁹. De ce dernier, nous savons qu’en 1935, dans sa ville natale de Leer, il fut poursuivi pour « *Rassenschande* » (relations sexuelles prohibées) et que la presse nazie l’attaqua ouvertement dans des articles antisémites provocateurs. En 1938 au plus tard, il se rendit au grand-duché de Luxembourg, où il travailla officiellement encore jusque février 1943 comme laitier et ouvrier agricole, avant, en mai de la même année, à présent à Bruxelles, de faire l’objet d’une instruction de la part du *Devisenschutzkommando*. Un mouchard avait fait savoir qu’Iwan Roseboom devait être « en possession d’or et de devises ». Lors de la perquisition à son domicile, on ne trouva que des montants dérisoires en devises étrangères, mais une somme respectable en francs belges, dont le mouchard toucha 10 % à titre de salaire, mais Roseboom fut – ainsi qu’il est dit dans les archives – « mis à la disposition du SD de Bruxelles aux fins d’acheminement à la mise au travail »³⁰. Comme les deux frères Walter et Iwan Ludwig Roseboom furent placés le même jour, le 6 mai 1943, sur la liste du XXI^e convoi de Malines, on doit admettre que le DSK les appréhenda ensemble : divers indices donnent à penser qu’ils avaient vécu dans la clandestinité.

Le deuxième centre pour réfugiés d’une certaine importance se trouvait à Marneffe en Wallonie, entre Liège et Namur. Des familles juives y furent internées. Parmi elles, Chana HALPERN, épouse Weiss, et sa fille Esther, qui avaient fui Leipzig début 1940 – donc pendant la guerre – avec leur époux et père Jacob Weiss. Tous trois étaient de nationalité polonaise. Jacob WEISS était né en 1876 à Brody, Chana Halpern en 1887 à Wysocko. À l’évidence, la famille était parvenue par une voie discrète en Belgique, car fin mars 1940 mère et fille durent

²⁹ Staatsarchiv Aurich, Rep. 16/1, Nr. 285 ; Stadtarchiv Leer, Rep. 1, Akte 3347 ; Archives nationales du Luxembourg, Police des Étrangers, 248996.

³⁰ DSK, dossier Iwan Roseboom, 8.5.1943 ff., CEGES, AA 585/111.

se justifier devant un tribunal correctionnel bruxellois d'avoir enfreint les dispositions légales touchant les étrangers, renforcées en 1939 au début de la guerre, qui prévoyaient entre autres la condamnation judiciaire et l'internement forcé des immigrants illégaux³¹. Sans doute bientôt relaxée de Marneffe, Chana Halpern-Weiss vécut avec son mari un certain temps à dater de 1941 rue de la Poste, dans la commune bruxelloise de Saint-Josse-ten-Noode. De la fille, qui avait peut-être été cachée, on ne trouve pas trace.

Entre mai 1941 et juin 1943, le couple toucha une aide sociale hebdomadaire d'un montant de 100 à – finalement – 145 francs belges, comme il ressort des comptes soigneusement tenus du ménage, que l'on conserva au camp de Malines. Cette somme suffisait à vrai dire à peine à entretenir la famille. La dernière inscription qu'on y relève date du 4 juin 1943 ; deux jours plus tard, tous deux furent arrêtés à leur domicile légal rue de la Poste et, peu après, amenés à Malines à la caserne Dossin, où on les enregistra le 8 juin. Ils furent assignés au XXI^e convoi de déportation. Sur les circonstances de leur arrestation, un témoignage fournit des renseignements : il fut donné après guerre par Israël Dienstag, arrêté en même temps que le couple Weiss-Halpern.

Les expulsions de mai 1940 et l'internement dans les camps du Midi de la France

Israël DIENSTAG, né à Bursztyn en Pologne en 1911, qui avait fui l'Autriche après l'*Anschluss* et était arrivé en Belgique en mai 1938, avait figuré sur la liste évoquée plus haut des bénéficiaires de l'aide du Comité juif de Bruxelles. Lui aussi appartenait aux déportés du XXI^e convoi, mais, transféré en 1944 au camp de concentration de Dachau, il connut la libération par les Américains et fut rapatrié en Belgique. L'histoire mouvementée de cet homme jusqu'à son arrestation en juin 1943 commença en 1940 avec son expulsion de Belgique vers la France.

Le 10 mai 1940, quand la *Wehrmacht* envahit la Belgique, les autorités belges ordonnèrent l'arrestation et l'enfermement approxi-

³¹ Correspondance Sûreté publique, 22.3.1940, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 728 ; la lettre avait trait à une ordonnance à la base de laquelle on trouve la loi belge, renforcée, sur les étrangers du 28.9.1939.

mativement 10.000 « étrangers hostiles », surtout mais pas exclusivement, des réfugiés juifs d'Autriche et d'Allemagne, tous des hommes, qui en accord avec l'armée française furent expulsés vers la France³². Au terme d'une aventure qui les vit transiter par plusieurs camps français, les convois s'arrêtèrent finalement à Saint-Cyprien sur la côte méditerranéenne, où rien n'était prévu pour recevoir les malheureux³³. Étaient aussi frappés par cette expulsion des Juifs qui se trouvaient à ce moment dans l'un des camps belges d'internement ou de réfugiés³⁴. Dans les mois qui suivirent l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, ils s'étaient constamment présentés au gouvernement belge comme une main-d'œuvre qualifiée³⁵. Plus de 8.000 Juifs étrangers avaient suivi un appel d'organisations juives à se porter volontaires de guerre potentiels³⁶. Ils étaient à présent soupçonnés de former une "cinquième colonne" et expulsés du territoire. Après que le camp de Saint-Cyprien dans le Midi de la France eut dû être démantelé en raison de son état catastrophique, on relégua en grande partie les internés juifs au camp de Gurs, au pied des Pyrénées. Beaucoup purent

³² Cfr. M. Steinberg, *L'Étoile et le fusil. T. I : La question juive 1940-1942*, Bruxelles, 1983, pp. 85 sqq. ; S. Meunier, *Les Juifs de Belgique dans les camps de Sud-Ouest de la France, 1940-1944*, mémoire de licence en histoire, ULB, Bruxelles, 1999 ; Chr. Eggers, *Unerwünschte Ausländer. Juden aus Deutschland und Mitteleuropa in französischen Internierungslagern 1940-1942*, Berlin, 2002, pp. 65 sqq., 235 sqq., ainsi que, tout récemment, M. Bervoets-Tragholz, *La liste de Saint-Cyprien*, Bruxelles, 2006.

³³ Nous avons exploité le fichier, conservé, du camp de Saint-Cyprien, où sont consignés les noms de plus de 4.200 personnes, parmi lesquelles 3.400 furent enregistrées comme juifs ; 1.900 d'entre eux avaient auparavant séjourné à Bruxelles, plus de 1.000 à Anvers ; quelques centaines venaient des camps belges de Merksplas, Marneffe et Hal ; AD Pyrénées-Orientales, Perpignan. (Nous remercions la directrice des archives, Christine Langé, de nous avoir aimablement permis la consultation, ainsi que Laurent Ducros pour diverses informations.) Parmi les réfugiés juifs internés à Saint-Cyprien et plus tard à Gurs se trouvaient aussi le peintre Felix Nussbaum d'Osnabrück et l'Autrichien Hans Maier (Jean Améry), qui a consigné ses mémoires dans *Unmeisterliche Wanderjahre*, Stuttgart, 1989, pp. 49 sqq. ; *Örtlichkeiten*, Stuttgart 1980, pp. 49 sqq.

³⁴ Sur le démantèlement de ces camps en mai 1940 et l'évacuation des internés, voir à présent R. Van Doorslaer (Éd.), *La Belgique docile. Les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale*, Rapport final CEGES, Bruxelles, 2007, chap. 5 (E. Debruyne).

³⁵ Voir e. a. la lettre du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale au ministre de la Justice, 22.12.1939, ainsi que les listes correspondantes d'universitaires, d'ouvriers et de mineurs des camps de Marneffe, Merksplas et Eksaarde, 22.12.1939-29.1.1940, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 728.

³⁶ Le Foyer israélite (Gottschalk et al.) au ministre de la Justice, avec annexe « Relève statistique des Juifs étrangers demandant à se mettre à la disposition du Gouvernement belge », 25.9.1939, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 785.

s'en échapper, quelques-uns rentrèrent en Belgique occupée, d'autres furent enrôlés à partir du printemps 1941 dans les Groupes de Travailleurs étrangers (GTE) du régime de Vichy. En août 1942 commença l'extradition de Juifs étrangers et apatrides de la zone Sud non occupée vers la zone sous contrôle allemand et beaucoup de réfugiés expulsés de Belgique en mai 1940 se retrouvèrent dans les trains de déportés qui conduisaient de Drancy près de Paris à Auschwitz³⁷.

Israël Dienstag fut d'abord interné au Vigeant, un camp militaire français situé au sud de Poitiers, ensuite à Saint-Cyprien³⁸. Il doit s'en être enfui – à moins que ce ne soit plus tard –, car au printemps 1942 il était à nouveau signalé à Bruxelles, rue de la Poste à Saint-Josse-ten-Noode. De la mi-juillet au début d'octobre 1942, le vulcanisateur diplômé Dienstag figure sur la liste des salariés de la firme allemande Julius Berger, qui occupait des travailleurs forcés juifs au mur de l'Atlantique dans le nord de la France. L'administration militaire avait créé les conditions préalables, en recrutant à partir de juin 1942 des Juifs pour ce travail extrêmement dangereux – une mesure antijuive peut-être aussi destinée à faciliter les déportations qui devaient commencer peu après. Nous ignorons de quelle manière Dienstag échappa à la déportation à l'automne 1942. En tout cas, il ne fut arrêté que le 6 juin 1943 à son adresse connue en même temps que les époux Chana Halpern-Weiss et Jacob Weiss et amené à Malines quelques jours plus tard. Les indications sur son arrestation qu'il a fournies après guerre – il a survécu à la déportation – devant la commission belge d'indemnisation et comme témoin lors de l'instruction à l'encontre de l'ancien chef de camp Frank, divergent. Pour autant qu'il s'en souvienne, une voisine d'étage l'avait dénoncé, ce qui présupposerait que Dienstag se tenait caché dans son propre appartement. L'arrestation proprement dite aurait été le fait soit de gestapistes soit de rexistes, membres d'un groupe fasciste de collaborateurs. Dans la cave de la Gestapo à l'avenue Louise, où il resta enfermé quelques jours, il n'aurait, dit-il, été ni interrogé ni battu, et pas davantage à

³⁷ Rien qu'avec les convois n° 24 et 25 des 26.8 et 28.8.1942 respectivement, ce sont au moins 120 réfugiés d'Autriche et d'Allemagne qui furent déportés à Auschwitz, dont la dernière adresse était Bruxelles ou Anvers et qui avaient été un temps internés à Saint-Cyprien ; cela ressort de l'examen du fichier du camp et des listes de déportation.

³⁸ AD Pyrénées-Orientales, Perpignan, 2619 W 1.

Malines. Les Allemands se contentaient de la déportation des Juifs, dont ils savaient qu'elle signifiait la mort. Pourtant, à la question de savoir ce que l'on disait aux déportés du but du voyage, Dienstag répondit qu'il n'avait pas entendu les Allemands dire que ceux qui arrivaient à Auschwitz allaient à la mort. Au contraire, ils étaient censés aller travailler en Pologne³⁹.

L'aide-fourreur James MODEL, né à Berlin en 1904, qui avait fui à Anvers au début 1939 en compagnie de sa femme Edith HORWITZ-MODEL (née en 1905) et de ses deux filles Ingeborg et Evelina, fut également expulsé de Belgique le 10 mai 1940 et interné à Saint-Cyprien⁴⁰. Expédié de là au camp de Gurs, il s'échappa et, au plus tard début 1942, revint à Bruxelles, où il était officiellement signalé à Schaerbeek avec sa famille. Que Model se soit vu épargner d'abord la déportation à l'Est peut avoir tenu au fait qu'il avait travaillé au cours du second semestre 1942 pour une firme de Bruxelles qui fabriquait des vestes en fourrure pour la *Wehrmacht*. Il portait sur lui un certificat en ce sens lorsqu'en avril 1943 il fut pourtant arrêté. Prévu en compagnie de sa femme et de ses enfants pour le XX^e convoi de déportation, il put, lui et sa fille aînée Ingeborg, 14 ans, sauter du train – comme plus de 200 hommes et femmes de ce convoi – tandis que Edith Horwitz-Model et Evelina Model, 10 ans, continuaient leur route vers Auschwitz. Mais le père et pas davantage la jeune Ingeborg ne devaient échapper aux nazis. Tous deux furent arrêtés à nouveau et déportés par le convoi suivant, le 31 juillet 1943.

Le séjour forcé dans le Limbourg en 1941

Lorsque Moses David FRÄNKEL et Chaja WALD-FRÄNKEL se décidèrent à émigrer d'Allemagne et, en août 1938, de se rendre d'abord en Belgique, pour passer d'Anvers outre-Atlantique, ils avaient procédé à d'amples préparatifs. Fränkel était né en 1899 à Krosno en Pologne (qui appartenait alors à l'Autriche) et était considéré comme apatride ; Chaja Wald, qui était venue au monde à Tarnobrzeg en 1894, possédait la nationalité polonaise. Après la

³⁹ Interrogatoire Israël Dienstag, Auditorat militaire Bruxelles, 16.3.1949, MJDR, Dossier Dossin-Frank.

⁴⁰ AD Pyrénées-Orientales, Perpignan, 2619 W 1.

Première Guerre mondiale, à laquelle Fränkel participa, il acheva sa formation de coupeur et chemisier dans une école professionnelle de Hanovre. Chaja Wald apprit à repriser le linge et coudre des boutonnères. Depuis le début des années vingt, le couple dirigeait à Berlin une entreprise d'une certaine importance, qui lui appartenait, de fabrication de literie. Tous deux doivent avoir été des gens strictement religieux, qui étaient mariés selon le rite juif. Moses Fränkel était de longue date membre et finit par être vice-président de la communauté hassidique berlinoise *Knesset Jisroel*, au sein de laquelle se retrouvait le judaïsme orthodoxe oriental. À dater de 1938, la famille entreprit, avec l'appui du *Hilfsverein der Juden in Deutschland*, son émigration vers l'Australie et, au cas où elle devrait échouer, vers l'Argentine. C'est également le *Hilfsverein* qui recommanda la famille à la bienveillance particulière du comité juif d'aide d'Anvers (*Antwerpsch Komiteit voor Joodsche Vluchtelingen*). Manifestement, Chaja Wald et son mari prirent des chemins différents pour parvenir à Anvers. Elle obtint fin juillet 1938 un visa de tourisme limité, délivré par le consulat de Belgique à Berlin, et se procura des tickets de voyage et quelques francs belges. Le 21 août, elle pénétra en Belgique via la gare d'Herbesthal. Moses Fränkel, lui, franchit illégalement la frontière. Son maigre bagage d'émigré, resté en Allemagne, devait lui être envoyé plus tard. Mais, trois mois après son arrivée à Anvers, Moses Fränkel reçut de Canberra notification de ce que sa demande d'immigration en Australie avait été refusée. La ville portuaire flamande s'était muée en piège.

Tandis que la *Wehrmacht* envahissait la Belgique en mai 1940, les Fränkel partagèrent le sort d'innombrables réfugiés juifs, qui se joignirent à l'exode vers la France. Comme le couple Bendheim, dont on a déjà dit l'histoire, ils se retrouvèrent, à La Panne, juste en vue de la frontière française, pris dans les combats entre l'armée britannique et des troupes allemandes. Moses Fränkel fut alors blessé et, après que lui et sa femme eussent été renvoyés à Anvers, dut subir un long traitement médical. Au début de l'année 1941, les époux reçurent un ordre d'expulsion. Ils devaient quitter endéans les quelques jours leur appartement de Berchem-Anvers et se virent assigner à résidence dans

la localité de Zelem, en province du Limbourg, où ils furent enregistrés et – comme tous les expulsés – photographiés le 1^{er} février⁴¹.

Dans le XXI^e convoi se trouvaient plus de cent personnes qui avaient été momentanément expulsées vers le Limbourg. Il s'agissait de l'une des plus anciennes mesures antijuives émanant de l'administration militaire allemande, qui touchait avant tout les réfugiés parvenus en Belgique entre 1938 et 1940 en provenance du territoire du *Reich* dans ses frontières d'alors. Vraisemblablement en concordance avec des projets militaires de poursuite de la guerre contre l'Angleterre, plusieurs milliers de Juifs étrangers furent transférés de la région d'Anvers vers le Limbourg, aux alentours de Genk⁴². On y était fort peu préparé à l'arrivée des réfugiés, qui furent soit hébergés dans des logements collectifs, soit répartis sur d'autres communes plus modestes. Appartenant aux couches les plus pauvres de la population, ils continuèrent à émarger à l'assistance publique. De strictes conditions d'enregistrement et des réactions de rejet concertées de la part de la population locale compliquèrent de surcroît la situation des réfugiés. Au cours du printemps 1941, les autorités militaires locales autorisèrent femmes et enfants à retourner à Anvers. Plus tard dans l'année, toute la procédure d'expulsion devait être annulée, mais un certain nombre de Juifs demeurèrent dans la province du Limbourg.

Les époux Fränkel, qui avaient espéré se retrouver à Anvers pour la fête de Pessah, durent patienter au Limbourg jusqu'en août 1941. On les envoya alors à Bruxelles, où ils se présentèrent entre 1941 et début 1943 à la commune de Schaerbeek et furent également inscrits comme membres de la communauté juive obligatoire (AJB). Leur situation matérielle à tous deux restait précaire. Moses Fränkel essaya de gagner de l'argent en tant que négociant en déchets de fourrure. Son revenu mensuel tournait autour de l'équivalent de 80 *Reichsmark*. En mars

⁴¹ Sur beaucoup de clichés, les personnes photographiées tiennent en main une ardoise d'écolier avec leur nom et leur date de naissance.

⁴² Cfr. M. Steinberg, *La question juive*, pp. 91 sqq. ; *id.*, *La Persécution des Juifs en Belgique (1940-1945)*, Bruxelles, 2004, pp. 134 sqq. ; L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, 2000, pp. 557 sqq., ainsi que R. Van Doorslaer (dir.), *La Belgique docile*, Bruxelles, 2007, chap. 8.6 (E. Debruyne). Les expulsions d'Anvers ne relevaient pas d'une décision de la *Feldkommandantur* locale, comme le pensent tous les auteurs, mais d'un arrêté secret du commandant militaire von Falkenhausen pris en date du 12.11.1940 dans le contexte du blocus du littoral ; Bundesarchiv-Militärarchiv Freiburg, RW 36/8.

1942, il fut dénoncé par un informateur du *Devisenschutzkommando* et l'inspecteur des douanes H., de la branche bruxelloise du DSK, engagea une instruction à l'encontre de Fränkel pour « trafic illégal de devises et de diamants en vrac ». Auditionné après son interpellation à la gare d'Anvers, il dut expliquer la provenance des 403 *Reichsmark* saisis sur lui. Fränkel décrivit alors ses conditions d'existence : « C'est en août 1938 que j'ai émigré de Berlin à Anvers. L'émigration s'est faite illégalement. Je n'avais à cette occasion emporté absolument aucun argent. À Anvers, j'ai d'abord été, avec ma famille, soutenu par une organisation caritative juive. En mai 1940 [lire : janvier 1941], j'ai été évacué par les autorités d'occupation vers Zelem en province de Limbourg ; là aussi, j'ai vécu d'aides. J'y ai séjourné jusqu'en fin août 1941. Le 1^{er} septembre 1941, j'ai loué mon logement actuel à Bruxelles. Je gagne ma vie principalement en achetant et en vendant des fourrures et des peaux. À côté de cela, j'ai de temps en temps vendu des affaires de mon ménage. » C'est ainsi qu'il avait, expliquait-il, accepté de l'argent du *Reich* lors de la vente d'une montre à un soldat allemand, bien que ce fût interdit en Belgique, parce que – comme il est dit dans le procès-verbal d'interrogatoire établi par le DSK – il « ne voulait pas laisser échapper l'affaire ». À Anvers, il avait voulu acheter des vivres et aussi acquérir quelques bonnets de fourrure. Il ne savait pas qu'il aurait dû déclarer à la banque allemande d'émission le montant qu'il venait de percevoir. Mais cela, l'inspecteur des douanes H., qui, comme plusieurs de ses collègues, était un antisémite déclaré, ne voulut pas le lui passer. De plus, il vit dans la vente d'objets personnels sous le coup de la nécessité un comportement d'usurier juif. On lit dans son rapport final : « On doit rejeter comme invraisemblable pareille argumentation de la part d'un Juif. On sait que les Juifs sont d'habitude parfaitement instruits des dispositions en vigueur en matière de devises. Fränkel a intentionnellement passé outre à ces dispositions ; selon ses propres informations, il avait réussi à placer à des conditions extrêmement favorables pour lui une montre plaquée-or. [...] Le soldat ne peut dès lors qu'avoir été lésé par ce Juif. »⁴³

En dépit de cette instruction le concernant, Moses Fränkel fut ensuite « relaxé ». La perquisition de son domicile ne donna aucun

⁴³ DSK, dossier Moses Fränkel, 17.3.1942 ff., CEGES, AA 585/53/11.

résultat ; on ne put lui imputer un trafic de diamants. Il évita sagement d'obtempérer à plusieurs mises en demeure de se présenter pour purger une peine de prison dont il avait été frappé entretemps. Il laissa s'écouler jusqu'au début 1943 tous les délais qu'on lui fixait. En mai de la même année, il fut à nouveau arrêté avec sa femme Chaja, pour être cette fois incarcéré au camp de Malines. Dans les semaines qui précédèrent le départ du XXI^e convoi pour Auschwitz – les époux furent placés sur la liste de déportation avec les numéros 100 et 101 –, ils reçurent par la Poste des dons de nombreux amis et connaissances. Après la guerre, les autorités belges attestèrent que Moses David Fränkel et Chaja Wald sont « décédées en un endroit inconnu entre le 31.7.1943 et le 1.6.1945 ».

L'expulsion vers la France en 1942

C'est un épisode fort peu connu que représentent les expulsions de Belgique vers la France et inversement qui commencèrent à partir de fin 1941 à l'initiative des autorités allemandes d'occupation des deux pays et en collaboration avec les services français et belges. Les responsables du processus à l'administration militaire de Bruxelles étaient les fonctionnaires du groupe « *Polizei* », von Hahn et Leiber, qui vérifiaient et approuvaient à chaque fois les listes de personnes⁴⁴. Les expulsions réciproques devaient toucher des personnes avec antécédents judiciaires ou autrement indésirables et explicitement les seuls ressortissants belges ou français⁴⁵. Le transfert avait lieu sous la surveillance des gardes-frontière allemands entre Heer-Agimont (situé au sud de Dinant) et Givet. Mais les Allemands en vinrent de plus en plus à expédier au-delà de la frontière des étrangers et, dans quelques cas, des Juifs étrangers. C'est ainsi que Sydonia SCHWARZ et son mari Hersch HERSCHDÖRFER se retrouvèrent sur la liste des personnes à expulser vers la France le 20 août 1942. Le couple, originaire de Dolina et Lemberg, antérieurement de nationalité polonaise, était arrivé

⁴⁴ Cfr. I. Meinen, « Les autorités allemandes d'occupation et l'AJB », dans J.-Ph. Schreiber et R. Van Doorslaer (Éds.), *Les Curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 57-90, ici pp. 59 sqq.

⁴⁵ *Militärbefehlshaber Belgien*, MVChef (von Hahn) au ministère de la Justice, Police des Étrangers, 22.10.1941, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 1191.

illégalement de Vienne à Bruxelles au milieu de 1938, alors que tous deux avaient déjà un âge avancé, en même temps que trois fils adultes et leurs familles. Durant l'exode au printemps 1940 ou plus tard, les parents s'enfuirent en France avec leur fils Otto, mais étaient rentrés de Paris à Bruxelles pour le début 1942. C'est là que Hersch Herschdörfer, confiseur diplômé, et sa femme s'installèrent rue des Tanneurs – une rue habitée principalement par des réfugiés juifs et située dans le quartier populaire des Marolles, au centre-ville – à proximité immédiate de leurs enfants. Peu après, les familles se retrouvèrent logées ensemble à l'étroit dans les Marolles ; Herschdörfer était gravement malade. Fin juillet 1942 – à ce moment se préparait le premier convoi de Belgique vers Auschwitz – lui et Sydonia Schwarz-Herschdörfer devaient avoir été informés qu'on voulait les expulser. Les archives ne fournissent pas les raisons de cette mesure : elles pourraient avoir été en rapport avec leur séjour temporaire en France. Toujours est-il que le mari, qui souffrait manifestement de tuberculose pulmonaire, se fit établir à plusieurs reprises et en langue allemande un certificat médical attestant qu'il était placé sous surveillance et devait éviter tout effort⁴⁶. Mais, le 19 août, la gendarmerie de Bruxelles reçut instruction d'interpeller les conjoints, de les amener le lendemain à la frontière à Heer-Agimont et de les y remettre aux gardes-frontière aux fins d'expulsion vers la France⁴⁷. Des documents de la gendarmerie nationale et une lettre de la Police des Étrangers belge à l'administration militaire établissent la remise en date du 20 août 1942 des deux personnes – et d'autres – aux gardes-frontière allemands. Tous deux doivent pourtant avoir regagné la Belgique, à moins que Hersch Herschdörfer ne soit décédé lors de l'expulsion. Sydonia Schwarz, veuve, 52 ans, fut appréhendée à nouveau à Bruxelles en mai 1943 et transférée à Malines. Elle a survécu à la déportation du 31 juillet 1943. Son fils aîné Arthur, la femme de ce dernier Ruchla Szpic-Herschdörfer et leur enfant, Leonard Herschdörfer, venu au monde à Bruxelles en mars 1943 et âgé de 4 mois seulement, qui avaient été arrêtés en même temps qu'elle et se trouvaient dans le même convoi,

⁴⁶ La carte d'enregistrement AJB du couple Herschdörfer-Schwarz porte également le timbre « F » (*freigestellt*), c'est-à-dire que ni l'un ni l'autre ne devait pour l'heure être déporté.

⁴⁷ Lettre du ministère de la Justice, Police des Étrangers à la Brigade de Gendarmerie Bruxelles, 19.8.1942, AGR, Dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 1191.

furent assassinés. Les deux fils cadets, Otto et Samuel Herschdörfer, avaient été déportés dès septembre 1942 et eux aussi périrent à Auschwitz.

Aide à la fuite de Belgique en France, 1941-1942

Icek GOLDBERG, veuf, né en 1894 à Piotrków (Pologne) et qui avait émigré en 1920 vers la Belgique, était libraire et relieur à Anvers, où grandirent également ses enfants Max, Hélène et Ruben. À partir de 1941, il se consacra à la fabrication de valises munies de compartiments secrets ou de doubles fonds qui pouvaient être utiles à des réfugiés. C'est une valise de ce genre qu'il vendit à Walter RUBENS, un drapier d'Aix-la-Chapelle, qui avait quitté l'Allemagne dès 1933. Rubens voulait tenter, en compagnie de sa femme Berta LINDHEIMER, de sa mère et de sa belle-mère, de passer de Belgique en France non occupée, et de là en Suisse. Le fils aîné de Goldberg, Max Goldberg, un cliveur de diamant de 20 ans, devait à cette occasion assumer la tâche de passeur et de « guide » – il n'en était pas à son coup d'essai puisqu'il avait, en 1941 déjà, conduit des réfugiés dans le Midi de la France. En juin 1942, le groupe, qui avait été trahi par un mouchard, fut arrêté en gare du Nord (Bruxelles) à bord d'un train à destination de Courtrai par des fonctionnaires du *Devisenschutzkommando* et remis à la *Sicherheitspolizei*. Chacun des intéressés détenait des faux passeports. Lors de l'inspection des bagages, on trouva des objets de valeur et des devises. Walter Rubens en fut reconnu comme le propriétaire.

Auditionné par le DSK, Rubens déclara : « En faisant connaissance avec Max Goldberg l'an dernier [1941], j'ai aussi fait connaissance avec son père, qui habitait alors à Anvers, Lange Kievitstraat. J'avais entendu dire qu'il fabriquait des valises à poches secrètes. Comme je détenais déjà avant guerre de nombreuses pièces d'or et que je considérais les poches secrètes de ces valises comme les plus sûres cachettes pour ces pièces, je me suis également fait fabriquer à l'époque par Goldberg une valise à compartiment secret. J'ai emporté moi-même chez Goldberg les pièces d'or en ma possession ; en ma présence, il a introduit les pièces dans le montant en bois d'une valise. Depuis lors, les pièces se trouvent dans cette valise. Dans la perspective de mon émigration, cette valise était vraiment ce qu'il fallait pour

emporter ces pièces d'or. [...] Je voulais emporter ces pièces d'or avec moi en Suisse et y assurer grâce à elles de quoi vivre. »⁴⁸

Lorsque le tribunal de la *Feldkommandantur* d'Anvers condamna Walter Rubens fin août 1942 et confisqua ses objets de valeurs « par décision administrative, au profit de l'administration militaire allemande », c'est-à-dire tout bonnement les vola, lui-même, sa mère et sa belle-mère avaient déjà été emmenés à Auschwitz – par le 1^{er} convoi, qui partit de Belgique le 4 août 1942. Comme il fut soutenu par le Dr. S., conseiller près le tribunal militaire, qui mena le macabre procès, l'accusé ne pouvait être présenté à l'audience au fond, « parce qu'il avait été envoyé fin juillet à l'Est sans destination connue par le *Sicherheitsdienst* aux fins de mise au travail »⁴⁹. Le passeur, Max Goldberg, fut également déporté ; il prit le chemin d'Auschwitz à la mi-septembre par le convoi IX. Contre son père, le fabricant de valises à compartiments secrets, une instruction pour « contrebande de devises et d'êtres humains », qui avait déjà débuté fin 1941, était à ce moment pendante.

Dès ce moment, le DSK d'Anvers avait mis plusieurs informateurs sur la piste des Juifs qui tentaient de fuir vers la France. C'est de cette manière que les enquêteurs de la douane avaient eu vent de ce qu'un « convoi de Juifs », comme l'appelait le rapport du DSK, devait avoir lieu au départ de la gare de Bruxelles-Midi. En fait, un groupe d'émigrants illégaux fut arrêté début novembre 1941 avec un complice belge suite à ces informations, et Icek Goldberg se retrouva aux mains des Allemands : « Lors de la perquisition de l'appartement et de l'atelier de l'accusé Goldberg, on mit la main sur trois valises à poches secrètes terminées et deux à demi terminées. C'est Goldberg lui-même qui les avait fabriquées. Selon ses dires, il voulait vendre les valises à des gens qui avaient l'intention d'émigrer et, à l'aide des valises, voulaient transporter sans autorisation à l'étranger de l'argent et d'autres objets de valeurs. »⁵⁰ L'enquête contre Goldberg entre autres, dans laquelle étaient impliqués plusieurs passeurs et faussaires et qui fut un moment menée également par la *Sicherheitspolizei*, ne devait

⁴⁸ Interrogatoire Rubens, 24.6.1942, dans DSK, dossier Icek Goldberg, 30.12.1941 ff., CEGES, AA 585/41/4.

⁴⁹ DSK, dossier Walter Rubens, 23.6.1942 ff., CEGES, AA 585/42/2.

⁵⁰ DSK, dossier Icek Goldberg, 30.12.1941 ff., CEGES, AA 585/41/4.

mener qu'en décembre 1942 à un jugement du tribunal militaire allemand d'Anvers⁵¹. Goldberg, qui avait été bientôt relaxé de sa garde-à-vue moyennant paiement d'une caution élevée, déménagea début 1942 d'Anvers à Bruxelles. Manifestement, il avait pu poursuivre entretemps son activité d'aide à l'émigration avec l'appui de son fils Max jusqu'à l'arrestation de celui-ci en juin 1942. Il fut alors condamné pour délit financier à payer une amende qui correspondait au montant de la caution. Six valises trafiquées prêtes ou à moitié prêtes qui se trouvaient en sa possession furent confisquées. Nous ne pouvons savoir s'il fut ensuite à nouveau arrêté ou livré à la Gestapo, qui poursuivit la procédure pour « trafic d'êtres humains ». Le 9 juin 1943, Icek Goldberg fut placé à Malines sur la liste du XXI^e convoi, en même temps que sa fille Hélène Goldberg, 16 ans, et son fils cadet Ruben (René), 10 ans. Le 31 juillet 1941, ils partirent pour Auschwitz et pour la mort.

Dans le contexte de l'enquête menée à charge de Goldberg, deux coïnculpés fournirent des informations sur l'organisation de l'aide rémunérée à la fuite et sur des itinéraires menant dans le Midi de la France, qu'il faut rapporter ici par extraits, encore qu'il convienne de rester prudent face à ces procès-verbaux d'interrogatoire établis sous la pression. L'entreprise, une parmi bien d'autres, semble s'être mise en branle fin 1940. On recruta à Anvers des gens qui voulaient être amenés illégalement en France non occupée et on leur fournit de fausses cartes d'identité françaises. Plusieurs passeurs (« *Schlepper* »), juifs et non juifs, parmi lesquels Goldberg junior, conduisirent les fugitifs de Bruxelles au-delà de la ligne de démarcation qui séparait le territoire français occupé par les Allemands de la zone Sud non occupée⁵². Le groupe qui entourait Goldberg recourut pour ce faire à un itinéraire passant principalement par Salins (au sud de Besançon) : « Par une connaissance de R. du nom de M. qui, avec le Juif [Max] Goldberg, a amené illégalement des gens dans le Midi de la France, R. savait que l'itinéraire qu'il empruntait via la Somme avait été

⁵¹ Voir DSK, dossier Juda L., 11.11.1941 ff., CEGES, AA 585/41/1 ; et DSK, dossier Mois R. et al., 19.1.1942 ff., AA 585/53/9.

⁵² Cfr. à ce propos E. Alary, « Les Juifs et la ligne de démarcation », dans *Cahiers de la Shoah*, n° 5, 2001, pp. 13-49 ; id., *La Ligne de démarcation, 1940-1944*, Paris, 2003, pp. 182 sqq. ; A. Meyer, *Täter im Verhör. Die "Endlösung der Judenfrage" in Frankreich 1940-1944*, Darmstadt, 2005, pp. 164 sqq.

neutralisé. Lors de notre séjour à Salins, nous nous sommes rendu compte qu'il était fort simple de faire franchir illégalement à des gens la ligne de démarcation. Nous avons donc eu l'idée de faire à l'avenir passer les convois par Salins. Aux environs de fin septembre – début octobre [1941], nous sommes allés, R. et moi, accompagnés de Goldberg et de M., à Salins pour leur montrer le chemin. [...] Une douzaine de personnes participèrent au voyage, des gens qui voulaient être amenés illégalement au-delà de la ligne de démarcation et payaient pour ça. Il ne s'agissait que de Juifs originaires d'Anvers. Trois des Juifs étaient en possession de valises qui recélaient de l'argent caché. Ces valises avaient été fabriquées par le père de Max Goldberg. »⁵³

Pour faire face aux débours et à titre de rémunération (« *Schlepperlöhne* » : telle était l'expression usuelle au DSK), on exigea des réfugiés juifs des montants s'élevant de 4.000 à 12.000 francs belges par personne – plusieurs fois le revenu mensuel moyen d'un travailleur belge, mais en 1941 un prix tout-à-fait courant ; les tarifs continuèrent à grimper par la suite. Ceux qui, à leurs risques et périls, accompagnaient les Juifs dans leur fuite, ne conservaient le plus souvent qu'une fraction de l'argent. S'ils étaient eux-mêmes juifs, ils profitaient de l'occasion pour se mettre en sûreté dans le Midi de la France. La famille Goldberg n'y réussit pas.

Fuites et tentatives de fuite vers la France en 1942

Les déportations de Drancy

En juillet 1942, la déportation de masse de Juifs de France et des Pays-Bas avait commencé et, début août, le premier convoi fut constitué à Malines. La fuite à travers plusieurs frontières et lignes de démarcation vers le Midi de la France – et de là éventuellement vers la Suisse ou l'Espagne – ouvrit à des Juifs qui étaient soumis à la domination allemande en Europe occidentale l'une des quelques possibilités de se sauver qui subsistaient.

Début août 1942, des fonctionnaires de l'antenne de Lille du *Devisenschutzkommando* en France arrêtaient dans le train de Lille à Nancy-Besançon deux Juives, Alta ALTMAN épouse Ejgier et sa fille

⁵³ Sipo-SD Brüssel, interrogatoire Jean R., 8.12.1941, dans DSK, dossier Icek Goldberg, 30.12.1941 ff., CEGES, AA 585/41/4.

Sura EJGIER, ainsi que le ressortissant français René R. L'interpellation était due à un renseignement fourni par un informateur, selon lequel un passeur allait faire franchir illégalement à deux Juives de Belgique la ligne de démarcation qui partageait la France pour les amener en zone libre. L'interrogatoire des deux femmes, qui se trouvaient soumises à une pression massive, amena les douaniers sur la trace d'une seconde passeuse impliquée, une ressortissante belge de Bruxelles, du nom d'Irène M. Informé depuis Lille, le DSK de Bruxelles ouvrit une information contre elle. Irène M. déclara lors de son interrogatoire qu'elle n'avait fait la connaissance d'Alta Altman et de Sura Ejgier que peu auparavant : « Les Juives voulaient émigrer en France non occupée. Elles voulaient me donner une rémunération si je les aidais à franchir la ligne de démarcation. J'ai été d'accord et je leur ai promis de les amener à Lille chez un couple de mes connaissances, les D., d'où elles seraient acheminées plus loin. [...] Le 30 juillet 1942, j'ai pris le train pour Lille avec les deux Juives. À cette occasion, j'ai emmené de Belgique en France des sommes d'argent relativement importantes. Ces sommes que j'avais emportées, je les ai remises aux Juives à Lille. [...] À part ça, je n'ai rien à voir avec cette affaire. Il est exact que j'ai aussi porté en France les deux cartes d'identité juives. [...] Je savais qu'il est interdit d'aider des Juifs à émigrer illégalement et qu'on ne peut emporter de l'argent de Belgique qu'avec une autorisation. Mais je voulais simplement en faisant cela gagner quelque chose pour vivre. »⁵⁴

Irène M. ne toucha en fait pas le salaire d'un montant de 20.000 francs belges qu'on lui avait promis. Il avait été mis en dépôt et ne lui serait remis en mains propres qu'après l'arrivée des deux femmes en France non occupée. Un tribunal militaire allemand la condamna à quatre mois de prison pour délit financier et complicité avec un délinquant cherchant à quitter sans autorisation le territoire belge.

Qui étaient ces deux femmes, qui se risquèrent à fuir au dernier moment ? Alta Rosa Altman était née en Pologne en 1898. Elle se maria dans une grande famille d'Opatów, où naquirent aussi ses deux filles Sura-Rywka et Mindla, respectivement en 1922 et 1923. En 1929, avec son mari Uszer Ejgier et les enfants, elle émigra de Łódz en

⁵⁴ DSK, dossier Irene M., 15.9.1942 ff., CEGES, AA 585/54/7.

Belgique. Les deux parents exerçaient le métier de tailleurs. Durant la période de l'occupation allemande, ils habitèrent le quartier bruxellois des Marolles, au voisinage immédiat d'une autre famille de tailleurs de six personnes du même nom, qui était également venue d'Opatów et de Łódź. Uszer Ejgier et sa fille cadette Mindla décidèrent dès le premier semestre 1942 de fuir en France. Ils arrivèrent en territoire non occupé et atteignirent probablement Nice⁵⁵. Fin juillet, alors que la déportation menaçait en Belgique, la mère et la fille aînée essayèrent de les y suivre. Elles s'étaient procuré à Bruxelles pour 4.000 ou 6.000 francs belges de fausses cartes d'identité. Elles ne portaient pas l'« étoile juive ». Avec l'appui de la passeuse Irène M., elles avaient réussi à quitter la Belgique et, pendant le trajet en train de Lille, elles avaient – si l'on en croit la plainte du DSK – caché leur argent « de manière extrêmement sophistiquée ». Les fonctionnaires allemands trouvèrent également les bons documents portant le timbre « Juif – Jood » cachés dans les bagages – ils avaient été encollés dans une couverture de livre. Un mois environ après l'arrestation, en septembre, le DSK de Lille informa la *Sicherheitspolizei* de la tentative de fuite et requit en même temps auprès du tribunal de la *Feldkommandantur* locale de condamner les deux femmes à une peine de prison de huit mois chacune. Toutes deux furent amenées pour purger leur peine à la prison de Saint-Gilles à Bruxelles et, le 20 novembre 1942 – avec l'assentiment du tribunal de la *Wehrmacht* de Lille, qui se fit l'auxiliaire des desseins de la Gestapo –, transférées au camp de Malines. Manifestement, elles devaient être déportées par le convoi XVIII du 15 janvier 1943. Mais elles parvinrent à obtenir un « numéro W », destiné aux détenues mises au travail. Elles furent vraisemblablement occupées un temps à l'atelier de couture du camp. Ce n'est que très tardivement, à savoir le 27 juillet 1943, que les deux femmes furent placées sur la liste du XXI^e convoi de déportation. Dans la série des numéros de déportation, les noms d'Alta Altman-Ejgier et de Sura Ejgier figurent immédiatement derrière ceux de toute la famille de leurs voisins des Marolles (Judka Ejger et Rywka Grosman-Ejger avec leurs quatre enfants adultes Alter, Szmul, Josef et Sara), qui furent

⁵⁵ Leurs noms ne figurent pas sur les listes de déportation de Drancy.

également déportés à Auschwitz. Mais la question continue à se poser de savoir s'il existait un lien entre les arrestations de tous ces parents⁵⁶.

La famille du fripier Wolf TODER était arrivée à Anvers en 1927 en provenance de Rymanów en Pologne, d'où son épouse Regina MAN et deux de ses enfants étaient originaires. Hersch Chaïm Toder, son fils aîné, né en 1911, y apprit le métier de courtier en diamants. Sous l'occupation allemande, il gagna de l'argent comme pelletier. En avril 1942 encore, toute la famille était enregistrée dans la ville portuaire flamande. Peu après, au plus tard après le début des déportations de Belgique en août, Wolf Toder, déjà âgé de 57 ans, et sa femme Regina, de cinq ans plus jeune que lui, doivent avoir préparé, avec des parents, leur fuite en France non occupée. Il est établi qu'ils réussirent à sortir illégalement de Belgique et qu'ils parvinrent jusqu'à la petite ville française de Vierzon, dans le département du Cher, située immédiatement sur la ligne de démarcation⁵⁷. Le couple fut arrêté – probablement lors de sa tentative de la franchir clandestinement – et amené au camp d'internement de Pithiviers, situé en territoire occupé et où se trouvaient des milliers de femmes et d'enfants juifs arrêtés lors de la grande rafle opérée à Paris en juillet 1942. Le 16 septembre, les Allemands firent amener un groupe relativement important d'internés à Drancy près de Paris, parmi lesquels sans doute aussi Wolf Toder et Regina Man-Toder, car le lendemain on plaçait les deux sur la liste du convoi n° 34, qui quitta le 18 septembre 1942 la gare du Bourget-Drancy⁵⁸. La majeure partie des déportés furent gazés dès leur arrivée à Auschwitz.

⁵⁶ La graphie des noms de famille Ejgier (Ejger) diverge dans les documents, mais la relation de parenté nous paraît assurée.

⁵⁷ C'est là qu'était installé un bureau de la Sipo-SD d'Orléans, qui faisait savoir le 30.7.1942 « qu'au cours des huit derniers jours a eu lieu une fuite massive de Juifs de Hollande, de Belgique et de Paris en direction du territoire français non occupé. Les Juifs étaient porteurs presque sans exception de cartes d'identité nouvellement établies, sur lesquelles ils ne sont pas mentionnés comme Juifs. En trois jours, quelque 70 Juifs ont par exemple été appréhendés à la gare de Vierzon par notre bureau local. On ne peut, faute de personnel, contrôler d'ici les autres gares frontalières. Mais il y a ici des informations de la *Feldgendarmarie* et des bureaux de la douane comme quoi des milliers de Juifs se rendent illégalement en territoire non occupé. De nombreuses officines à La Haye, Bruxelles et Paris jouent les passeurs et s'occupent de leur procurer de faux papiers. », Commando de Vierzon au commandant de la *Sicherheitspolizei* de Paris, 30.7.1942, CDJC, XXVI-51.

⁵⁸ Comme lieu de résidence de Regina Man-Toder, on indiqua « Vierzon », tandis que pour son mari, c'est Anvers qui est indiqué ; CDJC (www.memorialdelashoah.org), Mms-1012244_B.jpg ;

Pourquoi les fils adultes de la famille ne s'étaient-ils pas joints à la tentative désespérée de fuite, dont ils ne pouvaient connaître l'issue ? La réponse semble être qu'ils se trouvaient déjà pris dans la machine de persécution. À partir de l'été 1942, Hersch Chaïm Toder – en même temps qu'un de ses frères – fut enrôlé pour le travail obligatoire à Dannes (dans le Nord de la France) au sein de l'entreprise Julius Berger mentionnée plus haut. Cette mise au travail n'était souvent que le prélude à une déportation ultérieure. Comme de nombreux autres jeunes gens affectés aux chantiers du Mur de l'Atlantique, tous deux devaient être amenés de Malines à Auschwitz par le XVI^e convoi fin octobre 1942. Hersch Toder put s'enfuir mais, à la mi-décembre, il fut à nouveau arrêté à Anvers par la *Feldgendarmarie* lors d'un contrôle de rue, enfermé quelques semaines à la maison d'arrêt militaire locale et, fin janvier 1943, livré à la *Sicherheitspolizei*, qui le fit amener à Malines. Prévu pour le convoi de déportation suivant, le XX^e, Hersch Toder fut finalement assigné au XXI^e et envoyé à la mort trois mois et demi plus tard, après que les listes de déportation se fussent remplies de plus de 1.500 noms de victimes d'arrestations. Il survécut sans doute d'un an à peine à ses parents assassinés à Auschwitz.

Les exemples ne sont pas rares de parents de Juifs que l'on déporta plus tard de Belgique qui avaient essayé de fuir en 1942 encore vers la France non occupée mais qui furent arrêtés en chemin par des agents de la police ou des gardes-frontière allemands ou français et dirigés via Drancy vers les centres d'extermination de l'Est. Inversement, nous ne savons vraiment pas combien de ces fuites devant la déportation se déroulèrent avec succès. L'histoire du XXI^e convoi présente des destins individuels qui permettent de connaître tant les stratégies de sauvetage individuelles des Juifs que le caractère inexorablement étanche de l'appareil allemand de persécution.

Les frères David et Eduard STEINLAUF, nés à Trèves en 1906 et 1909, de nationalité polonaise et résidant à Anvers avec leurs parents comme tailleurs de diamants dès la fin des années 20, allèrent à Auschwitz respectivement par le convoi n° 7 du 19 juillet 1942 en partance de Drancy et par le XXI^e convoi en partance de Malines. David, le frère aîné, parvint à se sauver jusqu'à la région de Bordeaux,

cfr. S. Klarsfeld, *Le Calendrier de la persécution des Juifs en France 1940-1944*, Paris, 2001, p. 1120.

avant d'être appréhendé sur la ligne de démarcation ou d'être pris dans les rafles qui y eurent lieu à l'été 1942 et, le 18 juillet, sur ordre de la *Sicherheitspolizei* de Bordeaux, expédié à Drancy en même temps que 170 autres hommes et femmes, au nombre desquels au moins 17 réfugiés juifs de Belgique⁵⁹. Vingt-quatre heures plus tard, le 19 juillet, les Juifs de Bordeaux partirent de Drancy pour Auschwitz par le convoi dans lequel se trouvaient aussi les premières victimes de la grande rafle des 16-17 juillet à Paris. Eduard Steinlauf, le cadet des deux frères, était resté en Belgique ; il avait épousé en 1942 Mala CHAJT 31 ans, née à Opatów, et fut déporté le 31 juillet 1943 de Malines avec sa femme.

Il se trouvait pourtant des Juifs de Belgique pour parvenir dans le Midi de la France. Des fuites réussies de ce genre sont également documentées dans le contexte du XXI^e convoi. Parmi les déportés du 31 juillet 1943 se trouvait Szyja HERMAN, de Varsovie, 50 ans. Travaillant dans le cartonnage, il avait vécu avec sa famille à Anvers et ensuite dans la commune de Saint-Gilles à Bruxelles. Son fils Juda Herman était né à Varsovie en 1920, sa fille Genia Herman cinq ans plus tard à Anvers. Les deux enfants, qui exerçaient le même métier que leur père, étaient encore signalés au printemps 1942 à Bruxelles et le Service des Affaires juives à l'avenue Louise avait déjà établi une fiche pour Genia Herman en vue de préparer son « expulsion ». Mais à la mi-août 1942, elle fut internée au camp de Rivesaltes, dans le Midi de la France, devenu entretemps camp de déportation, où la police française faisait enfermer aussi des personnes ayant franchi illégalement la frontière⁶⁰. Manifestement, elle avait, comme son frère Juda, réussi à fuir dans le Midi, alors que les trains de déportation portaient déjà de Belgique. Comme il ressort du fichier des internés de Rivesaltes, Genia Herman, 17 ans à l'époque, ne demeura qu'un mois au camp. Elle fut prétendument relaxée. Peut-être faisait-elle partie de ces enfants et adolescents qui furent sauvés de Rivesaltes par des organisations d'aide et furent hébergés dans des homes. Nous ne connaissons pas la suite de son parcours mais, à ce qu'il semble, elle échappa à la persécution. Son frère, par contre, avait été placé au

⁵⁹ CDJC (www.memorialdelashoah.org), Mms-1013904_B.jpg ; *cfr.* S. Klarsfeld, *ibid.*, pp. 533, 540.

⁶⁰ AD Pyrénées-Orientales, Perpignan, 1260 W 14.

camp des Milles, près de Marseille. De là, les autorités de Vichy le livrèrent début septembre en zone nord occupée et, le 9 septembre 1942, il fut déporté de Drancy par le convoi n° 30.

Fuite des Pays-Bas

Dans le XXI^e convoi se trouvaient 101 Juifs qui n'étaient enregistrés dans aucune commune belge, mais avaient leur domicile aux Pays-Bas – pour plus des deux tiers à Amsterdam. Ces réfugiés, qui furent portés entre mai et juillet, seuls ou en petits groupes, sur les listes de déportation, doivent quasiment sans exception n'être arrivés à destination qu'en 1943 et uniquement en vue de transiter par la Belgique. Arrivés de Hollande, où la plupart vivaient depuis leur naissance, ils essayèrent d'atteindre le territoire français pour parvenir de là en Suisse ou en Espagne, lorsqu'ils furent arrêtés dans ce pays de transit que constitue la Belgique en Europe occidentale.

Le 20 mai 1943, un groupe de cinq Juifs d'Amsterdam se retrouva la proie de l'occupant allemand à la gare du Nord à Bruxelles : Flora COHEN, née à Amsterdam, couturière de son état, approchait des 27 ans. Dès 1941, les Allemands avaient déporté son mari des Pays-Bas au camp de concentration de Mauthausen. Liesel SONDHEIMER, 28 ans, fourreuse, était également veuve. Elle provenait originellement de la Hesse en Allemagne et avait mis au monde en 1936 en Hollande son fils Wolfgang WIJNMAN, qui fut arrêté en même temps que sa mère. Son père avait été assassiné à Auschwitz fin 1942. Lea BATIST et Levie DUPONT étaient tous les deux nés en 1920 – elle à Berlin, lui à Amsterdam – et s'étaient mariés à Amsterdam à la fin des années trente. Tous deux étaient, comme Flora Cohen, détenteurs de la nationalité néerlandaise et portaient sur eux lors de leur fuite leurs documents d'identité néerlandais, estampillés d'un grand « J ». Ce n'étaient pourtant pas les vrais papiers qui scellèrent leur sort. Car leur arrestation n'eut pas lieu dans le cadre d'un contrôle d'identité. Le *Devisenschutzkommando* apprit par l'un de ses informateurs leur arrivée à Bruxelles, suite à quoi le secrétaire aux douanes B. se rendit incontinent à la gare du Nord et appréhenda les réfugiés hollandais.

Le couple Batist-Dupont au moins appartenait au vaste groupe des Juifs néerlandais qui, l'année précédente encore, avaient pu espérer

être à l'abri d'une déportation en Allemagne. En juillet 1942, lorsque les premiers trains partirent de Westerbork aux Pays-Bas pour Auschwitz, Levie Dupont travaillait comme fourreur pour l'une des entreprises qui produisaient pour la *Wehrmacht*. À partir d'août 1942 au plus tard, Lea Batist-Dupont, qui avait appris le même métier que son mari, travaillait également comme pelletière pour l'inspection allemande de l'équipement. Fin novembre 1942 encore, elle put obtenir une nouvelle attestation établissant qu'elle était « exemptée » de la déportation. Mais à partir du début de l'année 1943, les Allemands abandonnèrent largement aux Pays-Bas le système des « exemptions » massives, dont dépendait un tiers environ des Juifs néerlandais. Ils procédèrent en même temps à de grandes rafles à Amsterdam et en province et accélérèrent de façon dramatique l'arrestation d'hommes, de femmes et d'enfants juifs⁶¹. Dans cette situation, les époux Batist-Dupont et beaucoup d'autres Juifs vivant en Hollande prirent au printemps 1943 le risque de fuir vers la France.

Après leur arrestation à la gare du Nord à Bruxelles, le *Devijnschutzkommando* livra les quatre adultes et l'enfant de 6 ans à la *Sicherheitspolizei*. À peine avaient-ils été amenés à Malines que les Allemands arrêtaient la mère veuve de Levie Dupont, Duifje ZEGERIUS, et ses frère et sœur cadets Judith et Jopie, respectivement 18 et 13 ans. Eux aussi avaient fui Amsterdam, eux aussi tombèrent en Belgique aux mains de leurs persécuteurs. Aucun d'entre eux ne faisait partie des survivants du XXI^e convoi.

Que plusieurs proches d'une famille néerlandaise qui tentait de fuir vers la France tombent l'un après l'autre en Belgique au pouvoir de la Gestapo n'a rien d'un cas unique. Rebecca KESING-DE VOS, née à Amsterdam en 1907 et femme au foyer, s'enfuit vers la Belgique avec son mari, de deux ans son aîné, et leurs trois petits enfants, en vue de gagner la Suisse via la France. On ne peut préciser quand ils quittèrent la Hollande, mais la famille résida à coup sûr un certain temps illégalement en Belgique et y attendit un moment favorable à la poursuite de son voyage. Durant l'hiver 1942-1943, la mère, sa fille de 8

⁶¹ Un tiers environ du total des 107.000 Juifs déportés des Pays-Bas partit pour Sobibór entre mars et juillet 1943. Pour une vue synthétique, *cf.* P. Griffioen – R. Zeller, « La persécution des Juifs en Belgique et aux Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale. Une analyse comparative. », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 5, 1999, pp. 73-132.

ans, Roosje Yvonne, Ingrid Marietta, 7 ans, et Kees, 6 ans, furent arrêtés dans leur cachette, amenés sans doute au début de février 1943 à Malines et enregistrés pour le XX^e convoi. Le père de famille put échapper à l'arrestation. Goedman KESING avait des relations dans le pays, qu'il avait visité avant-guerre comme voyageur de commerce, et trouva de l'appui auprès d'un ancien partenaire commercial belge à Etterbeek (Bruxelles) et de sa femme. Tandis qu'il devait se cacher lui-même, Kesing, qui s'était procuré de faux papiers d'identité belges, entreprit entre février et avril 1943 des efforts désespérés pour faire sortir sa femme et ses enfants de Malines. Un contact avec une femme habitant Bruxelles, qui prétendait pouvoir corrompre un officier SS, promit une chance de salut. La femme exigea beaucoup d'argent, que Kesing paya, non sans prendre diverses mesures de précaution. Mais il se fit escroquer. Les délais se multipliaient, au terme desquels la libération était censée avoir lieu. Le 19 avril, le XX^e convoi partit pour Auschwitz avec à son bord Rebecca Kesing-De Vos et ses trois enfants. Kesing reçut par contre l'information que sa famille avait été mise en sûreté à un troisième endroit. Bien qu'il redoutât depuis un certain temps d'être trahi, il continua à espérer plusieurs jours la nouvelle de la libération des siens, alors que ceux-ci avaient déjà été assassinés par les Allemands. Au début mai 1943, il décida de porter plainte pour escroquerie auprès de la police belge. Il rédigea un compte rendu exhaustif des événements et des tractations qu'il avait menées avec cette femme entre février et mai, et déposa le document chez un avocat de Bruxelles. Vers la fin juin 1943, Goedman Kesing fut arrêté alors qu'il voulait regagner sa cachette. Un mois plus tard, les Allemands le déportèrent à Auschwitz par le XXI^e convoi.

Conclusion

Beaucoup de victimes du XXI^e convoi se trouvaient en fuite depuis 1938-1939, lorsque la violence déchaînée par les nazis les avait chassés d'Autriche, de Tchécoslovaquie ou d'Allemagne. Les tentatives de fuir s'étendent jusqu'à l'époque des déportations entre 1942 et 1943. À ce moment, les Allemands faisaient le maximum pour empêcher que les Juifs s'échappent hors de la zone qu'ils contrôlaient et les noms des réfugiés interceptés sur la route qui menait de Belgique ou des Pays-

Bas en France se retrouvèrent sur les listes de déportation dressées à Malines. Comme bon nombre de Juifs tombèrent aux mains de la *Sicherheitspolizei* allemande alors même qu'ils tentaient de se sauver, les circonstances précises de leur arrestation en disent long sur les stratégies de survie des déportés. Ce n'est pas seulement vrai pour les tentatives avortées en direction de la France, mais aussi pour les arrestations dans la clandestinité. Les biographies qui figureront dans la seconde partie de cette étude proposeront une description de la manière, du lieu et des circonstances dans lesquelles les femmes, les hommes et les enfants déportés par le XXI^e convoi furent arrêtés⁶². S'y ajouteront des dépouillements statistiques dépassant les histoires individuelles de persécution : d'où venaient les déportés ? Combien d'entre eux avaient fui leur pays d'origine, étaient passés dans la clandestinité ou s'étaient procuré de faux papiers ? Combien de familles avec enfants, combien d'enfants sans leur proches se trouvaient dans le XXI^e convoi ? Quels services allemands, flanqués de leurs acolytes, ont collaboré à l'arrestation ? Certains quartiers ont-ils été méthodiquement fouillés pour y trouver des Juifs ? Les arrestations se concentrent-elles sur certaines périodes ? Une synthèse historique établira le bilan des effets réciproques des procédés mis en œuvre par les coupables, qui amenèrent en peu de temps et sans procéder à de grandes rafles des milliers de Juifs de Belgique à Auschwitz, et des stratégies de survie des victimes, dont les tentatives d'échapper se brisèrent finalement au contact de l'inexorable machine à tuer allemande.

⁶² À paraître dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine* n° 8.

Le faux passeport d'Arthur Sonnenschein.

© MJDR

HAMBURG-AMERIKA LINIE
(Compañía Hamburguesa Americana)

No. 15612

I. Klasse
1^{re} Classe
1st Class

Motoschiff, Dampfer | St. Louis
buque motor-vapeur
motor vessel, steamer

am | 13. Mai 1939
saltschi
sailing

von | Hamburg
abende
from

nach | Habana
Zucht
to

Name des Reisenden:
nombre del pasaje:
passenger's name:

Chapman
Ludwig Bendheim

(2) - 1 - 1 - 1 (Bedienung)
atendant(s)
servant(s)

Bezahlter Fahrpreis
Pasaje pagado - fares paid

RM 965.- - RM 1920.-
- 1 19.20
- 1 7.50
RM 1946.70

Le billet du couple Bendheim pour une traversée vers Cuba à bord du St. Louis, 13 mai 1939.

© MJDR

Geburts- und Tag Geburtsort an dem <i>Samstag</i> <i>19/10/41</i>		Zuname - Name <i>Wald</i>		Vorname (Büchse unterstreichen) Vornamen (farbige Name ändern) <i>Chaya</i>	
Sterbungs- Nationalität <i>Polen</i>		Bewerber Wohnort, Straße und Haus - Letzte Wohn- platz, gegen heute <i>Jerusalem</i> <i>Charmat F</i>		Ausgewiesen am: Vor- name wegen der <i>25/1/41</i> für die Ausweisungsbild für die Ausweisungsbild	
Verheiratet mit Getrautet mit: <i>Frankel Chaya</i>		Zugewiesener Aufenthalts- ort, Straße und Haus: Tageszeiten (schlüssel- strich an Haus): <i>Jerusalem</i>			
(Zurück auf Vorname bei Frauen nach Mehrfachnamen Geburten und Tag - Name in Vorname 14 Frauen mit Vorname, geburtsplatz - datum)					
Zahl der Kinder: Anzahl der Kinderen		a) unter 15 Jahren a) onder 15 jaren		b) über 15 Jahren b) boven 15 jaren
Fingerabdruck (rechter Zeigefinger) Vingerabruk (rechter wijsvinger)		Bemerkungen - Opmerkingen <i>G. XXI/101</i>

Chaya Wald.

© SVG

Zuname - Nach		Vorname (Rufname unvollständig) Vorname (Geburtsname unvollständig)	
Fränkel		Moses	
Geburtsort und Tag Geburtsort: in Geburtsjahr	Heimatangehörigkeit Nationalität	Bisherige Wohnort, Straße und Hausnummer - Leichte Wohn- platz, Straße, Straße, Straße	Ausweisung am - Ver- pflichtungsgeld des 25/4/44 Stück des Ausweisungsgeldes Rn 123 456 789 1011 12
Moskau 12/1/09	Russische Nationalität	Schwarze Mauerstraße 8	Zugehöriger Aufenthalts- ort, Straße und Hausnummer. Tagestempel des Aufenthalts- ortes, Straße, Straße
Vorname: Wald Chaya			
Zusatz mit Vorname, bei Frauen auch Müttername (Geburtsname und -Tag - Name in vorname) b) sonstere sehr wichtige, geschäftliche, dienstliche			
Zahl der Kinder		a) unter 15 Jahren b) über 15 Jahren	
Anzahl der Kinder		a) unter 15 Jahren b) über 15 Jahren
Fingerabdruck (rechter Zeigefinger) Fingerabdruck (rechter Mittelfinger)	Bemerkungen: - Optische G. XXL/100

Moses Fränkel.
© SVG

Legitimatiebewijs **Nº 1948**

Anwels

Strikt persoonlijk!
Nicht übertragbar!

Voor- en achternaam: **Levie Dupont**

Vers. u. Zoonen:

Geb.: **6.1.20** Beroep: **Bontwerker**
Geh.: Beruf: **Kürschner**

Woonplaats: **Amsterdam** Straat: **Wageningenstr. 23**
Wohnort: Straße:

Autobus resp. Tramlijn: **10**

Omnibus bezw. Strassenbahnlinie

Bedrijf: **Heerfur NV** Plaats: **Amsterdam**
Betrieb: Ort:

Tijd: **6** uur
19 75
Zeits: Uhr

Straat: **Serphetistrant/Amstel**
Strasse:

VAN 'S-ZATERDAGSMIDDAGS 3 UUR TOT 'S-MAANDAGSMORGENS 6 UUR ONGELDIG.
VON SAMSTAGS 15 UHR BIS MONTAG 6 UHR UNGÜLTIG.

Volgens de Tweede Beschikking van den Commissaris-Generaal voor de Openbare Veiligheid over het optreden van Joden in het openbaar. (Art. 3, Alin. 2 ten 3e).
Gemäss der 2. Verordnung des Generalkommissars für das Sicherheitswesen über das Auftreten der Juden in der Öffentlichkeit § 2. Abs. 2 Ziffer 5.

AMSTERDAM

Levie Dupont.

© MJDR

Legitimatiebewijs **Nº 5835**
 Aankomst

Strikt persoonlijk!
 Niet overdraagbaar!

Voor- en achternaam: **Lea Dupont-Batist**
 Voorn. tusschen:
 Geb.: **1.8.20** Beroep: **bontstofferster**
 Geb.: Beruf:

Woonplaats: **Amsterdam** Straat: **Wagenaar-**
 Wijk: Straat: **str. 23** 6.30-9

Autobus resp. Tramlijn: **9en11** Tijd: **17-19** uur
 Omschrijving bezw. Straatenbuislinie

Bedrijf: **G.V.H. Berg-** Plaats: **Amsterdam** Zelf: **Zaterdag**
 Bedrijf: **haus** Oor: Uur: **"13-15u."**
 Straat: **Kalzerweg** 72-78

VAN '5-ZATERDAGSMIDDAGS 3 UUR TOT '5-MAANDAGSMORGENS 6 UUR ONGELDIG.
 VAN '5-ZATERDAGSMIDDAGS 3 UUR TOT '5-MAANDAGSMORGENS 6 UUR ONGELDIG.
 Volgens de tweede beschikking van den Commissaris-Generaal voor de Openbare Veiligheid over het
 optreden van Joden in het openbaar. (Art. 5, Alin. 2 ten 5e),
 Gemeenteraad 2, Aankomst van den Commissaris-Generaal voor de Openbare Veiligheid over het
 optreden van Joden in het openbaar. (Art. 5, Alin. 2 Zelfer 2.)

Verkeersbewijs

Léa Dupont-Batist
 © MJDR

N° 81011

N° du dossier S. P.
N° van het dossier O. V.

Nom GOLDBERG
Naam

Prénoms-
Voornamen Hélène

Né à Paris
Geboren te

Le 28 novembre 1927
Den

Nationalité Polonaise
Nationaliteit

État civil
Burgerlijke staat

Profession
Beroep

Résidence précédente :
Vorige verblijfplaats : Paris

Inscrit : Vol. 1 Pol. C
Ingeschreven : Boek 1 Blad

Rue 11 rue de la Harpe street

Délivrée à Bruxelles
Afgeleverd te Brussel

le 28 DEC 1942
den

Cette carte est valable jusqu'à
Deze kaart is geldig tot

28 NOV 1943

L'Officier de l'Etat civil (ou son délégué).
De Ambtenaar van den Burgerlijken stand
(of zijn gedelegeerde).

Benard

100-1000

40F

14-38803

Carte d'identité

Caution de l'Etat - Let. du 18-12-24 - No de caution
Cautie van de Staat - Wet van 18-12-24 - No van cautijs

Carte d'identité
d'Hélène Goldberg.

© MJDR

Walter Roseboom.

© MJDR